

POUR LA RECONQUÊTE DE NOTRE PEUPLE

# LE HAREFANG

MAGAZINE DE LA FÉDÉRATION DES QUÉBÉCOIS DE SOUCHE

VOL. 5, NO. 4, AVRIL/MAI 2017

**LIONEL GROULX, PRÉSENT !** p.24

**DIMITRI KITSIKIS:**  
**GÉOPOLITIQUE D'UN QUÉBEC SOUVERAIN** p.11

**JEAN-CLAUDE DUPUIS:**  
**ACTION FRANÇAISE & ÉCONOMIE** p.22



## Sommaire

- 3 Éditorial
- 4 Couper les valves
- 5 Le révisionnisme frappe fort
- 5 Mettre en échec la chasse aux sorcières
- 7 Un attentat qui n'en est pas un
- 8 Mon vieil ami
- 9 Le transhumanisme syndical
- 11 Dimitri Kitsikis: Géopolitique d'un Québec souverain
- 13 375 pour fêter quoi ?
- 14 Un racialisé dans le cabinet
- 16 C'est ici que ça se passe !
- 17 Bone fête Présent !
- 18 Fraude au président
- 19 Droit de réplique
- 21 Chronique kabbalistique 2
- 22 J.-C. Dupuis : L'Action française et le problème économique
- 24 Lionel Groulx, Présent !
- 25 L'appel de la race
- 26 À la droite de Marine !
- 26 Armand de la Rouerie
- 27 La terreur antiraciste

## Notre équipe

RÉDACTEUR EN CHEF : Rémi Tremblay

RÉDACTION : Candide Lefranc, Adrien Marois,  
Marie Groulx, Jérémie Plourde, Simon Préseault,  
Renaud Demers.

MISE EN PAGE : PAP

COURRIEL : [harfang@quebecoisdesouche.info](mailto:harfang@quebecoisdesouche.info)

SITE : [quebecoisdesouche.info](http://quebecoisdesouche.info)

## Abonnement

Pour vous abonner, faites parvenir la somme de:

10\$ (6 numéros, abonnement annuel PDF)

35\$ (6 numéros, abonnement annuel papier simple)

50\$ (6 numéros, abonnement annuel papier soutien)

4250, 1ère avenue  
C.P. 40091 Galeries Charlesbourg  
PO Québec (QC)  
G1H 7J6



# ÉDITORIAL

PAR RÉMI TREMBLAY

## PETITE ACTION DEVIENDRA GRANDE...

**L'ADAGE « PENSER GLOBALEMENT, AGIR LOCALEMENT » EST BIEN CONNU DES MILITANTS. Pour une personne ou une organisation, il est difficile de provoquer des mouvements mondiaux ou un changement à grande échelle. Pour éviter le défaitisme ou le découragement, il s'agit donc de concentrer son action au niveau local, où les choses peuvent être modifiées tout en gardant en tête le fait que ces réalisations ont un sens plus large et s'emboîtent dans une mouvance plus globale.**

Léon Gambetta disait que « la politique est l'art du possible ». Tout mouvement militant doit donc se concentrer sur ce qui est concrètement possible, soit changer les choses dans son milieu immédiat, soit dans sa propre vie, mais aussi dans son milieu de travail, dans sa municipalité, son syndicat, les organisations desquelles il est membre et ainsi de suite. Le monde auquel nous faisons face ne changera pas du jour au lendemain et il serait futile de croire que dans les années à venir les nationalistes ou des gens animés par des idéaux nationalistes gouvernent à Québec ou Ottawa. Cela ne signifie pourtant pas qu'il faut « chevaucher le tigre » et attendre que les choses changent par elles-mêmes, une idée véhiculée par les pessimistes qui tentent de justifier leur démobilitation et leur abandon de façon rationnelle.

Les changements de mentalité que nous souhaitons instiguer sont profonds et de par leur définition requerront temps et énergie. La démobilitation n'aidera en rien, seul notre engagement le plus sérieux permettra aux choses de changer. Outre l'activisme militant qui permet de susciter des débats, nous ouvrir la porte des médias et nous faire connaître de potentiels sympathisants, des actions concrètes peuvent et doivent être mises en place dans les organismes qui nous entourent et au palier municipal, surtout lorsque la municipalité dans laquelle on évolue est relativement petite. Avoir une influence dans une ville comme Montréal est certes impensable pour le moment, mais un petit village offre cette possibilité. Souvenons-nous entre autres d'André Drouin qui créa une polémique internationale à cause du projet de Code de vie dans sa municipalité d'Hérouxville. Il n'a fallu qu'un homme pour créer ce débat essentiel et renvoyer les multiculturalistes et défenseurs de l'Islam sur la défensive. Il y a ensuite eu le blocage de la construction d'une mosquée à Saint-Hyacinthe, un scénario répété depuis dans d'autres municipalités du Québec.

Ces exemples sont spectaculaires et ce n'est pas dans tous les villes et villages que de tels enjeux se présenteront. Nos lecteurs et supporteurs peuvent par contre faire pression pour mettre fin à certains programmes visant à promouvoir l'immigration ou le « vivre-ensemble » tout en appuyant et même proposant des projets visant à mettre en valeur notre culture et nos traditions. Les plus motivés pourraient être tentés de mettre sur pied des organismes à but non lucratif dans ce sens et même obtenir des subventions de l'administration municipale. Des initiatives comme celle du maire Gilles Garon de Témiscouata-sur-le-Lac peuvent également être proposées, ce qui ne prend pas de temps, sinon de se rendre à un conseil municipal ou tout simplement d'écrire directement à son conseiller. Ce que le maire Garon a récemment mis sur pied, c'est un programme visant à stimuler la démographie, notamment les familles nombreuses, en offrant différents incitatifs aux familles ayant plus de deux enfants. La petite ville offre 1000\$ pour le 3<sup>ème</sup> enfant, 1500\$ pour le 4<sup>ème</sup> et 2000\$ pour le cinquième. Elle offre également des inscriptions gratuites aux services de loisirs et même un montant pour aider à l'achat d'une propriété. Plus de 50 familles ont bénéficié de ce programme depuis sa mise en place en 2013, ce qui démontre que ce genre de programme peut avoir un impact. Ce dernier est difficile à calculer, mais il est clair que ce programme municipal participe à mettre en valeur les familles nombreuses d'une part et à en faire la promotion.

C'est ce genre d'initiatives que les militants doivent émuler dans leur propre milieu. L'exemple municipal est ici utilisé, mais on peut penser à un travailleur de Québec ou Montréal qui convaincrerait son syndicat de s'opposer à tout programme de discrimination positive. Les syndicats restent un acteur majeur au Québec et le fait qu'ils sont de plus en plus désertés par des travailleurs individualistes qui n'ont que faire de ce qu'ils considèrent être un reliquat d'une autre époque, nous offre la possibilité d'y prendre davantage de place.

# COUPER LES VALVES

PAR JÉRÉMIE PLOURDE



Dans de précédents numéros (Vol 1, no 4, p.18 ; Vol 3, no 1, p. 12), nous avons abordé le sujet des villes sanctuaires, ces villes qui refusent d'appliquer les lois concernant l'immigration. Ce que cette étiquette signifie c'est que chez elles, les immigrants illégaux, ceux entrés clandestinement ou ceux qui devraient être expulsés suite à un crime, peuvent bénéficier de tous les services municipaux, et ne peuvent être appréhendés et remis aux services d'immigration par les policiers municipaux. En bref, les clandestins peuvent y vivre et y bénéficier des mêmes services que les citoyens en toute impunité.

Cette coalition de villes est en soit antidémocratique : elle refuse d'appliquer les lois votées par les représentants fédéraux du peuple. Mieux, elle pousse à une certaine anarchie en institutionnalisant le non respect des lois, jugeant que certaines peuvent être respectées et d'autres transgressées, le libre arbitre et la rectitude politique devant primer sur le reste. Ces villes se placent au-dessus des états, refusant le concept même de nationalité ; on est citoyen du monde, n'importe qui peut et a le droit de vivre ici, nonobstant son statut. Le fait que ces clandestins n'aient aucune raison valable d'être ici, qu'ils ne paient pas d'impôt, qu'ils soient entrés ici de façon illégale (criminelle) ou qu'ils soient menacés d'expulsion à cause de crimes mettant la sécurité des vrais citoyens en danger sont des objections que les maires de ces villes sanctuaires tassent du revers de la main. Leur argumentaire est simple : la migration est un droit illimité, la nation n'est qu'un leurre et un État n'a pas le droit de contrôler ses frontières.

Au Canada, Vancouver, Hamilton, Toronto et depuis peu London font partie de ces villes qui refusent l'autorité du gouvernement fédéral en matière d'immigration. Denis Coderre a récemment emboîté et fait de « sa » ville une ville sanctuaire suite à des demandes répétées de groupuscules d'extrême-gauche qui considèrent les frontières

comme un crime contre l'humanité. Geste pour le moins surprenant de la part d'un ancien ministre de l'immigration. Saskatoon et Regina y songent également.

Si le phénomène est récent, Toronto étant première ville canadienne ayant adopté ce statut en 2013, il est en pleine expansion. En quelques années nous sommes passés à quatre villes et plusieurs envisagent de se joindre au « mouvement ». Le gouvernement fédéral accepte sans broncher cet affront refusant de pénaliser ces villes ou même de réagir face à cette remise en cause de son autorité dans un domaine où il est sensé régner (hormis au Québec où les pouvoirs sont partagés). On ne peut évidemment pas s'attendre à ce que Trudeau, en accord sur les arguments de base des villes sanctuaires, mette ses culottes dans un tel dossier. Il est d'ailleurs lui-même un fervent opposant des frontières et considère le Canada comme « un pays post-national » « sans identité centrale ».

Au sud par contre, le président a décidé de s'attaquer directement à ces villes sanctuaires qui y sont maintenant légion, la folie gauchiste humanitaire étant particulièrement bien vue dans les grandes agglomérations cosmopolites américaines. Et Trump sait que ce qui fait mal, c'est quand on

s'attaque à la bourse d'une administration. Il a donc décidé d'appliquer une solution simple à un problème relativement simple : les villes sanctuaires qui par définition ne respectent pas les lois fédérales, verront leur financement fédéral et leurs subventions coupées ! Et vlan ! On ne peut bafouer le gouvernement tout en exigeant de lui des fonds pour continuer à pavaner. La Maison Blanche met ainsi ses subventions au conditionnel : pour obtenir des fonds, il faut d'abord respecter les lois.

Il est peut probable qu'un tel geste soit imité au Canada. Depuis trop longtemps les différents paliers de gouvernement financent des groupes autochtones ou d'extrême-gauche qui utilisent les deniers publics pour non seulement contester le gouvernement qui les fait vivre, mais aussi pour commettre nombre de gestes illégaux qui devraient logiquement leur faire perdre tout financement et devraient rendre ces groupes carrément illégaux. Dans les dernières années, combien de groupes militants d'extrême gauche financés par des subventions communautaires se sont rendu coupables de vandalisme, d'incitation à la violence et autres méfaits et ce en toute impunité ?



# LE RÉVISIONNISME HISTORIQUE FRAPPE FORT

PAR MARIE GROULX

APRÈS L'INTRUSION DU POLITIQUEMENT CORRECT DANS LE MONDE DES NUMISMATES AVEC VIOLA DESMOND, personnage historiquement sans importance mais essentiel à l'image du multiculturalisme canadien, c'est au tour de la philatélie de voir l'intrusion de la rectitude politique, historiquement incorrect, avec l'impression d'un million et demi de timbres à l'effigie Mathieu da Costa.

Qui est cet homme ? Il est (prétendument) le premier Noir à être débarqué au Canada en accompagnant Pierre Dugua de Mons dans ses voyages. En fait, bien qu'aujourd'hui son portrait fantasmé se retrouve sur des centaines de milliers de lettres, deux seules sources attestent de son existence, soit un document faisant mention d'un contrat de trois ans passé entre du Mons et da Costa (qu'on qualifie de « naigre ») en 1607, prenant effet en 1609, mais révoqué la même année et un acte d'arrestation en décembre 1609, da Costa ayant été reconnu coupable d'insolence, à la suite de quoi il fut incarcéré.

Le reste, soit sa présence postérieure en Nouvelle-France et son implication auprès de Champlain

et de Mons en tant qu'interprète relève de l'hypothèse. Mieux, l'Encyclopédie canadienne affirme qu'il « est toutefois difficile de déterminer, avec exactitude si da Costa est bel et bien venu le long des côtes du Canada atlantique et dans la région du fleuve Saint-Laurent. » Et encore mieux, « certains historiens remettent en cause sa venue au Canada en raison du manque de preuves historiques ».

Bref, pour Postes Canada, le fait que da Costa est peut-être venu au Canada le qualifie pour le titre de héros canadien et il mérite un timbre bien à lui. Cela n'est pas sans rappeler un Nobel attribué sans raison à un certain président américain avant qu'il n'ait eu le temps de poser le moindre geste en cette qualité.



# METTRE EN ÉCHEC LA CHASSE AUX SORCIÈRES

PAR CHARLES-ÉDOUARD BOILARD

DANS LE CONTEXTE DE LA CHASSE AUX SORCIÈRES DÉCLENCHÉE PAR LA SECTE POLITIQUEMENT CORRECTE CONTRE LES NATIONALISTES IDENTITAIRES pour exploiter l'attentat de la mosquée de Sainte-Foy, il importe de nous donner une vision claire de nos buts et d'éliminer du même coup de notre discours les éléments qui défigurent inutilement notre cause. Il est nécessaire de le faire, même s'il est certain que cela ne suffira pas à désarmer l'hostilité de la secte politiquement correcte, pour qui tout nationalisme véritable est haineux par définition.



Un premier élément à éliminer est le lien que certains font entre islam et terrorisme. Il est faux d'affirmer que la religion musulmane, particulièrement au Québec, conduit nécessairement au terrorisme, comme d'ailleurs le nationalisme identitaire. Certes la censure et le dénigrement dont le courant nationaliste de droite fait constamment l'objet de la part des médias ont pu pousser certains sympathisants à l'esprit plus fragile au désespoir et à des gestes extrêmes, mais ces personnes ne sont pas représentatives de l'ensemble. Proposer d'interdire l'expression des opinions de droite parce que quelques unes des personnes qui y adhèrent ont posé des gestes violents revient à dire



qu'il faudrait dissoudre Québec solidaire à cause des meurtres de masse perpétrés à l'instigation de Staline, Mao, Castro et Pol Pot, ou interdire le Parti libéral à cause des guillotines de la révolution française. La réponse appropriée au terrorisme consiste à mener des actions policières ou militaires contre les terroristes eux-mêmes et non à réprimer ou censurer les communautés ou les courants de pensée dont ils sont issus.

Un autre élément du discours à rejeter est l'affirmation que les valeurs musulmanes sont incompatibles avec les nôtres. Certains membres de la secte politiquement correcte ont en effet tenté, malheureusement avec un certain succès, de récupérer au profit de leur cause le débat sur l'immigration en affirmant que les valeurs musulmanes sont rétrogrades et qu'il faut les rejeter au nom des valeurs modernes qu'ils préconisent, comme l'avortement, l'homosexualité, la laïcité athée, l'égalitarisme et le féminisme, qui seraient selon eux les valeurs fondamentales des Québécois.

Or, ces valeurs frelatées issues de l'idéologie des droits ne devraient pas être considérées comme les vraies valeurs des Québécois. En légitimant toutes les formes imaginables de déviance sexuelle et d'hédonisme, en transformant le couple en arène où s'exercent des rapports de force et en érigeant le bon plaisir de chaque individu en principe suprême, ces soi-disant valeurs ont déstabilisé la structure de nos familles, miné le dynamisme démographique de notre Nation et contribué à amorcer son auto-extinction. Quant à l'égalité si chère aux promoteurs de l'idéologie des droits, c'est au mieux une vue de l'esprit, car elle n'existe nulle part, ni entre les individus, ni entre les sexes, ni entre les peuples. Il y a tellement de rapports différents sous lesquels on peut faire des comparaisons qu'imaginer que tous soient égaux ou inégaux sous tous les rapports est un pur non-sens.

Les vraies valeurs québécoises, ce sont les valeurs traditionnelles que nous ont léguées nos parents et nos ancêtres et les nationalistes de droite partagent bon nombre de ces valeurs avec les musulmans. Cela ne signifie pas qu'il n'existe pas de différences entre eux et nous dans la façon de concevoir et de mettre en pratique les valeurs traditionnelles. En effet, comme ils sont encore tributaires d'un fond culturel antérieur à Mahomet, les musulmans intégristes se livrent à des outrances difficilement acceptables pour nous occidentaux dans l'application qu'ils font des valeurs traditionnelles, particu-

lièrement en ce qui a trait à la place des femmes. Dans les sociétés occidentales, l'application des valeurs traditionnelles est par contre tempérée par la tradition chevaleresque d'idéalisation de la femme et de la mère héritée de la civilisation celtique. Néanmoins, on peut penser que l'application intransigeante des valeurs traditionnelles par les musulmans plus conservateurs tend à se dissiper avec le temps.

L'épuration de notre discours de ses éléments douteux ne doit cependant pas nous faire perdre de vue le but que nous visons, en tant que nationalistes identitaires, soit la survie de notre Nation ethnique. Il ne saurait donc être question de souscrire au métissage généralisé que préconise la secte politiquement correcte, qui conduit, sous prétexte de respect de la diversité, à la dissolution de notre identité dans une société civile indifférenciée, simplement parce qu'une personne perturbée partageant supposément certaines de nos idées a pété les plombs. Les gestes effrayants qu'elle a posés ne remettent aucunement en question la légitimité de notre cause.

La survie de notre Nation requiert tout d'abord que les idées ou les comportements qui minent notre vitalité démographiques, morale et économique soient combattues. Elle suppose également que tant que cette vitalité ne sera pas suffisamment rétablie, l'on évite de mettre en péril la situation majoritaire des Québécois de souche au Québec par une immigration allogène massive. Cela ne reflète pas une haine ou un rejet de l'autre, mais seulement un refus de courir le risque que nos enfants subissent le sort qui attend, si l'on se fie aux leçons de l'Histoire, les peuples devenus minoritaires sur leur propre territoire. Contrairement aux communautés immigrantes, les Québécois de souche n'ont nulle part où retourner. En fait, nous rendrions davantage service à ces communautés en les aidant à débarasser leur pays de la guerre et de la misère qu'en les encourageant à s'exiler chez nous. Le principe qui devrait être suivi, c'est un pays pour chaque peuple et chaque peuple dans son pays.

Cependant, nous n'avons pas de querelle avec les musulmans actuellement installés chez nous, mais plutôt avec la secte politiquement correcte qui veut la disparition de toutes les nations et communautés ethniques, avec ses suppôts des médias et de la gogauche et avec ses alliés de circonstance, comme les grandes entreprises qui profitent de l'immigration et l'Église obnubilée par l'amour universel du

prochain sans égard à la survie du peuple québécois qui l'a soutenue toutes ces années. Notre coexistence avec les communautés immigrantes au sein de la société civile que nous partageons suppose qu'elles comprennent que notre volonté de conserver notre identité ethnique n'est pas un geste d'hostilité à leur égard et que nous comprenons qu'elles peuvent vouloir conserver la leur sans être forcées de s'assimiler. Elle suppose également que les membres de ces communautés bénéficient des mêmes droits individuels et assument les mêmes devoirs que les Québécois de souche au sein de la société civile, mais qu'ils s'abstiennent des comportements publics qui peuvent heurter leurs sentiments. Elles doivent enfin admettre qu'il est impératif pour les Québécois de souche de conserver leur situation majoritaire, d'où la nécessité de limiter l'immigration nouvelle.



ERIC FRASER FSIA (1902-1983)

# UN ATTENTAT QUI N'EN N'EST PAS UN

PAR RÉMI TREMBLAY



**BIEN DES JOURS ONT PASSÉ DEPUIS LA FUSILLADE DE LA MOSQUÉE ET LES ÉMOTIONS DES PREMIERS JOURS peuvent finalement laisser place à une analyse de ce qui s'est produit et de ce qui ne s'est justement pas produit. Dans la semaine qui a suivi la fusillade, les Québécois ont été bombardés d'amalgames, de théories sans fondements et de suppositions présentées comme des faits par des médias qui depuis trop longtemps tournent les coins ronds ou modifient carrément les faits pour les faire cadrer avec leurs conclusions déjà toutes faites.**

Comme on le sait, à chaque attentat islamiste, les médias et politiciens nous servent le « pas d'amalgame » et le coup du « loup solitaire » et ce, bien que des organisations islamiques revendiquent habituellement l'attentat. Cette fois-ci, changement de ton, alors que les ambulanciers continuaient de sortir les victimes de la mosquée, les médias avaient déjà trouvé leur coupable : l'extrême-droite ! Pas de « pas d'amalgame » ou d'appels à la prudence. Très rapidement, on lia cette fusillade à la Fédération des Québécois de souche et à Atalante, présentant des images liées à ces deux groupes sur les réseaux d'information en continu, bien que rien ne laissait présager un tel lien. Le but des médias était de joindre ces organisations au geste dans l'esprit du public.

C'était hallucinant de voir ça, surtout que ni la Fédération, ni Atalante n'ont fait de l'islam un sujet central de leur discours. Les deux groupes parlent d'identité et d'immigration, mais fort peu de l'islam comme tel, qui n'est qu'une conséquence d'un problème beaucoup plus vaste. Pourquoi a-t-on ciblé ces groupes davantage que La Meute, les Soldiers of Odin ou PeGiDa qui eux font de l'islam leur raison d'être ? Peut-être parce que nous sommes implantés dans la Vieille Capitale ou que notre discours sur l'immigration dérange davantage que les discours teintés de libéralisme sur l'islam.

Par la suite, à la liste des coupables se sont ajoutés les animateurs de radio de la capitale qui discutent souvent de l'islam sur leurs ondes. Certains bien-pensants ont parlé de leur interdire le micro, comme quoi la liberté d'expression n'a jamais autant été menacée. Ce que ces médias semblent oublier, c'est

qu'il n'y a qu'un coupable (ou du moins un suspect) et c'est Alexandre Bissonnette qui, d'après les dernières révélations en date, n'écoutait même pas les « radio-poubelles ».

Qu'est-ce qui a motivé le tueur ? Difficile à dire ! A-t-il choisi ce lieu au hasard ou pour une question de répercussions médiatiques, ou a-t-il choisi de « venger » les centaines des morts causées par des attentats islamistes dans les dernières années ? Un peu des deux probablement, mais certainement pas dans le but de faire avancer la cause nationaliste qui n'a en rien bénéficié de cette fusillade.

Le procès permettra de mettre au clair les motivations de l'homme qui ne faisait partie d'aucun groupe dit de droite ou même nationaliste. Il faut aussi ajouter que même sur les réseaux sociaux, il ne suivait aucun groupe ou site qualifié d'extrême-droite.

Quand on prend le temps d'analyser froidement la situation, Bissonnette a tout du profil d'un de ces « tireurs fous » qui sont devenus de plus en plus communs en Amérique et qui ciblent toujours des lieux achalandés, souvent des écoles. C'est un étudiant en science politique et anthropologie de 27 ans qui vivait chez ses parents (ce qui est inhabituel à cet âge) et on sait que son frère jumeau était parti du domicile familial il y a quelques mois. Il n'avait pas d'emploi, il était réservé, replié sur lui-même. D'après ses proches, il se laissait marcher sur les pieds et lors de ses études à la polyvalente les Compagnons de Cartier, il refoulait les brimades sans réagir. Il avait de plus une fascination pour tout ce qui touche les armes à feu.

Depuis la fusillade, il semble accablé par les remords - c'est d'ailleurs lui qui a appelé les policiers pour qu'ils viennent le cueillir. Depuis, d'après un codétenu, il est en état de choc, pleure constamment et est fortement médicamenteux.

Il est aussi bon de noter qu'immédiatement après la fusillade, on a parlé d'attentat terroriste, mais en ce moment, des accusations de meurtre et de tentatives de meurtre ont été déposées, mais les charges de terrorisme, qui sous-tendent une motivation politique ou religieuse, sont pour le moment écartées. Cela est une révélation en soi : les policiers qui ont interrogé Bissonnette, contrairement aux médias, n'y voient pas un geste motivé par une idéologie quelconque.

Qu'à cela ne tienne, des pseudo-spécialistes sortis de nulle part se sont mis à expliquer que les militants d'extrême-droite sont tous des terroristes potentiels. Seulement, du Figaro au New York Times en passant par Die Spiegel et tous les médias locaux, les articles concernant la fusillade, particulièrement les premiers à avoir été publiés, mentionnent quasiment inévitablement la FQS et le danger que représente l'extrême-droite au Québec. Pour un lecteur moyen bombardé d'informations, le lien se fait automatiquement, bien qu'il n'y en ait aucun à faire. En lisant ces articles, on en ressort avec l'impression que Bissonnette était membre ou du moins sympathisant de la FQS, ce qui n'est pas le cas. Certains journaux ont même poussé l'audace en tentant de lier Marine Le Pen et Donald Trump à ce triste événement !

Les intervenants du Centre de prévention contre la

radicalisation en ont eu pour leur argent avec cette fusillade ; depuis des semaines ils claironnaient que l'extrême-droite représentait la plus grande menace pour la sécurité. Bombant le torse d'autosatisfaction, les conseillers de ce centre sont sortis dans les médias pour prouver leur importance d'une part (mais cette fusillade devrait plutôt être perçue comme un échec) et pour demander de bannir tous les discours critiques de l'immigration de masse et du vivre ensemble.

Ne réalisent-ils pas que ce qui « radicalise » quelqu'un, c'est justement de subir l'ostracisme et de criminaliser ses opinions ? Si on pouvait débattre sainement et si les nationalistes pouvaient participer au processus électoral, personne n'envisagerait d'actions violentes. En isolant et en ostracisant, en condamnant même certaines opinions présentées comme criminelles et non légitimes, l'effet obtenu est contraire à celui souhaité. Certaines personnes

seront intimidées, d'autres refoulées et ce sont exactement les gens animés par ce genre d'émotions qui sont derrière les fusillades de masse.

Justin prit la balle au bond et poussa de l'avant le projet M-103 visant à spécifiquement interdire tout discours islamophobe. De leur côté, les policiers québécois se sont mis à « patrouiller » les réseaux sociaux et à demander l'aide des internautes pour dénoncer tout commentaire « incitant à la haine ». Déjà des arrestations ont eu lieu et des poursuites ont été entamées pour des commentaires critiques de l'islam ou de l'immigration. Certains commentaires visés n'ont absolument rien de haineux et il est fort à parier que les auteurs ne seront pas reconnus coupables, mais cela attise le climat de chasse aux sorcières et fait un tort terrible à la liberté d'expression. Pire, pour les gens arrêtés, il s'agit d'un drame humain : ils devront payer des frais d'avocat, se défendre en cour et subir l'ostracisme. Plus personne

n'ose donc émettre la moindre critique de peur de voir la Sûreté du Québec débarquer à la porte.

Ce qui est fascinant, c'est qu'habituellement, c'est suite aux attentats commis par des islamistes que la police cible ce genre de commentaires. On souhaite éviter des réactions haineuses de la part des « de souche » et on se garde bien d'arrêter les sympathisants de l'État islamique qui diffusent les vidéos de propagande des djihadistes avec éloge. Donc, que ce soit un musulman la victime ou le coupable d'un crime, ce sont toujours les commentaires critiques de l'islam que la police cible !

Ainsi, la fusillade de la mosquée n'est pas un attentat ou le geste d'un fanatique (ou radical pour employer un terme en vogue), mais l'œuvre d'un de ces tueurs de masse qui mériteraient d'être étudiés par les psychologues davantage que par les analystes politiques.

# MON VIEIL AMI

PAR YANNICK LACHANCE



**DEPUIS QUELQUES TEMPS, DANS L'ACTUALITÉ ET SUR DIFFÉRENTES AUTRES PLATEFORMES, un personnage me fait quelque peu grincer des dents. Avant même de lui donner un titre ou de dire pourquoi il me donne cette réaction, je souhaitais communiquer dans ces pages l'histoire que je partage avec lui : il s'agit de Maxime Fiset.**

Il y a plus d'une dizaine d'années, j'étais un de ceux que ce personnage qualifie aujourd'hui « d'extrémiste de droite », de « radical » ou même de « néo-nazi ». J'ai fait connaissance avec Maxime Fiset qui, à cette époque, était agent de sécurité dans un parc et vous l'aurez deviné si vous avez entendu son récit, je suis un des individus qui aurait causé le « dé clic » l'ayant mené à devenir le type de radical contre lequel il combat aujourd'hui.

Cela dit, en voyant les nouvelles et en lisant sa dernière intervention au sujet de l'attentat de la mos-

quée de Ste-Foy, un détail me revient en mémoire et me mène à une réflexion, tel un éclair de génie. Ce détail est en fait une des premières choses qu'il m'a dit personnellement le soir de notre rencontre et qui était ceci « Je suis un musulman ». À l'époque, pour moi de voir un jeune « de souche » dire qu'il est musulman a plutôt piqué ma curiosité. Et si Maxime Fiset avait rencontré des salafistes ce soir là, serait-il devenu un « radical de droite » quand même ou aurait-il plutôt canalisé sa haine de notre monde par l'islam ? Pour moi, la question est lourde de sens, parce que je suis devenu un « extrémiste de droite »

à l'âge de 15 ans. J'ai été militaire où j'y ai appris à manier les explosifs, je possède des armes à feu et vous savez quoi ? Jamais je ne me suis considéré comme un radical et jamais ne m'est venue l'idée d'aller tuer des innocents. Pourquoi ? Parce que mes idées et mon implication ne sont pas et n'ont jamais été motivées par la révolte ou par la haine. Plutôt que de chercher à justifier ma révolte et à canaliser dans mes idées mes propres problèmes personnels, j'ai toujours été un militant authentique.

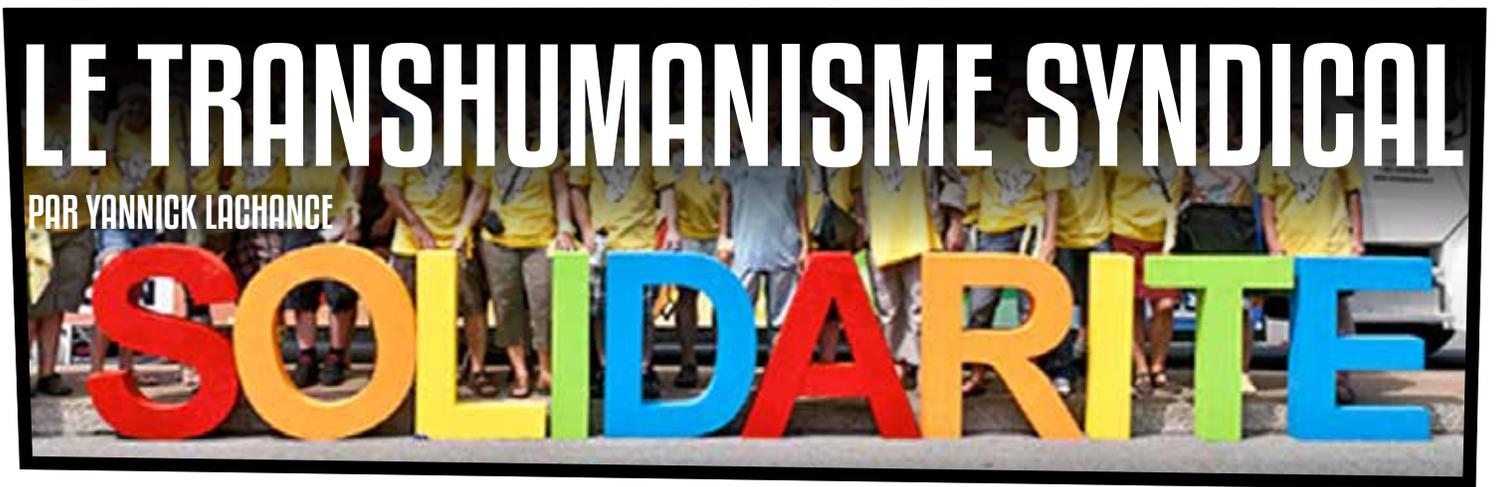
Et si le monde moderne créait des radicaux qui

cherchent à canaliser leur haine en se justifiant par une idéologie, quelle qu'elle soit : l'islam, l'extrême-gauche ou même l'extrême-droite ? Cette question m'amène sur le sujet de son titre de spécialiste de l'extrême-droite et du radicalisme. De mon expérience, lorsque Maxime Fiset était un « extrémiste de droite », je trouvais qu'il était un peu un pauvre type, sans idées propres à lui-même, réactionnaire et haineux. Il a orienté sa haine de notre monde par le stéréotype que la société lui a donné et il est devenu précisément ce stéréotype ! Je me souviens aussi l'avoir revu, quelques temps après notre première rencontre, bardé de badges et d'insignes stéréotypés toutes plus radicales les unes que les autres, comme s'il avait quelque chose à prouver, et venir nous faire la morale sur ce que nous devons penser ou ce que nous devons faire. Il se voyait comme un leader et voulait une tribune. Malheureusement pour lui, la route des nationalistes est ardue et ce n'est pas le milieu prescrit, à notre époque, pour devenir populaire. Aujourd'hui, alors qu'il combat l'extrême-droite, il est toujours le même pauvre type, mais il a trouvé ce qu'il cherchait : un public, une tribune et un titre !

Il utilise aujourd'hui cette tribune pour répandre un témoignage qui ne concerne que lui. Dans son propos, je ne me reconnais pas et je ne reconnais aucun des amis que j'ai côtoyés pendant ces années, ni même les dizaines d'autres nationalistes et jeunes qui ont croisé mon chemin à cette époque et qui n'ont rien à voir avec le profil qu'il tente de dresser de ces dangereux « extrémistes de droite ». Car si Maxime Fiset est le spécialiste de quelque chose, c'est le spécialiste des malades et des loups solitaires qui, par un déclic, tombent dans une idéologie ou dans une autre, qui attaquent au nom d'une cause quelconque, mais qui ne représentent au fond qu'eux-mêmes et leurs propres problèmes personnels, leur haine et leur incapacité à transformer le dégoût qu'ils ont pour le monde dans lequel ils vivent en quelque chose de positif. Si Maxime Fiset avait été un islamiste radical, il y a fort à parier qu'il n'aurait aujourd'hui aucune tribune, puisque le radicalisme islamiste est quelque chose de connu, de documenté et qu'on peut expliquer par des faits et ce, sans l'associer à l'islam en général. Mais le radicalisme d'extrême-droite, lui, ne repose sur à peu près rien, sinon des actes isolés commis par des solitaires qui ont tous un parcours similaire. On peut divaguer sur

ces causes et se permettre toutes les spéculations, mais contrairement aux mosquées qui recrutent des jeunes combattants pour la Syrie et qui sont connues par les services secrets, on ne peut faire le même lien avec les organismes dans la mire des anti-fascistes, parce que ce lien n'existe pas. Tout ce qu'ils peuvent faire est de crier au loup et de tenter de créer des liens pour discréditer une idéologie, le tout au nom d'un pauvre type qui a commis une atrocité !

Maxime Fiset n'est pas une mauvaise personne, il est simplement un individu perdu qui croit se repentir et faire le bien. Malheureusement, tout ce qu'il parviendra à faire est de donner vie au fantasme des anti-fascistes et de flatter son propre égo. Alors qu'on le présente comme un spécialiste et un sociologue, il ne fait que jeter de l'huile sur le feu et faire grandir encore plus notre ignorance au sujet de ce nouveau danger que sont les loups solitaires, peu importe de quelle idéologie ils sont. Nous ne les combattons pas en ignorant ou en biaisant les faits qui les poussent à agir. Ils ont en commun leur rejet, leur mésadaptation sociale et leur triste vie, et le parcours qui les mène à agir n'est pas unique.



**LE SYNDICALISME ÉTANT CE QU'IL EST RENDU, UN ABCÈS PENDANT SUR LA MAMELLE DU PROGRESSISME, il était de mise qu'il intégrerait éventuellement le transhumanisme à l'intérieur d'une narration ouvrière. Par aveuglement ou tout simplement dans le but de diviser pour mieux régner, toutes les grandes centrales semblent avoir choisi de défendre le plus petit dénominateur commun à l'intérieur du corpus de ses membres. Ayant abandonné la notion verticale du front commune face à l'employeur, les unions s'aplatissent dorénavant à l'horizontale en érigeant en petites chapelles chaque particularité au sein de sa confrérie.**

Chacune y allant de ses petites revendications, il n'en faut pas plus pour que tout commentaire ne cadrant pas avec la doxa contemporaine incite la médisance, le flicage et la délation envers tout un chacun. Où par le passé le gouvernement ne voulait pas s'ingérer dans les chambres à coucher, dorénavant les syndicats à même les cotisations s'incrument dans les débats. Ou le culte de l'individu, pour rester toujours sur la ligne LGBT, n'achemine qu'à l'appartenance de ce qui pousse le plus loin possible du principe démocratique de la majorité. Alors pour ce qui est d'un quelconque rapport d'affiliation à son travail, on repassera... Au grand plaisir du patronat qui gruge année après année les acquis des normes du travail.



La CSN, la FTQ et la CSQ ont toutes leur comité LGBT avec leur boîte à outils pour faire avancer leur agenda au sein de la société. Il est plus que légitime pour les âmes sensibles d'être frappé de vertige et d'effroi devant la froide machine lobotomisant mise en place pour changer les mentalités sur les lieux de travail.

Qu'en est-il exactement au niveau des faits? Et bien la CSQ, qui est, vaut-il la peine de le mentionner, chargée de chapeauter l'éducation des générations à venir et la santé de la population en général, reprend à son compte plusieurs études de la Chambre de commerce gaie du Québec expliquant les infinies possibilités des identités de genres, expression de genres, de sexes biologiques et d'orientations sexuelles. Comme une énorme carte de création de personnage D&D, l'assignant au particularisme peut se sculpter sa propre statue. Queer au genre créatif pansexuel ou bien bispirtuelle androgyne trans-asexuelle. Si seulement le but du comité LGBT de la CSQ par sa charte n'était pas de s'attaquer collectivement à l'hétérosexisme et l'hétérocentrisme par tous les moyens mis à leur disposition.

La CSN de leur côté, fort de ses 325 000 membres, est beaucoup plus active au niveau de ses entrées au gouvernement. À l'occasion du colloque international Freedom at Work à Amsterdam, les représentants de la Centrale se sont enorgueillis d'avoir été à l'avant-garde des gains légaux des gais et lesbiennes sur le gouvernement du Québec (mariage de même sexe et droits de filiation adoptive, charte des droits et liberté), le tout dans le but d'appliquer les mêmes méthodes au combat pour les transexuels. Ils ont également profité de leur conférence pour partager le réseautage qui les unit au secteur de l'éducation (Table nationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie des réseaux de l'éducation). De cette manière, la coalition permet de devenir un partenaire actif du gouvernement dans la lutte contre l'homophobie et la transphobie. Fait important à noter : cette conférence fut mise en branle par une allocution de la vice-présidente de l'Union européenne et députée verte d'Autriche, Ulrike Lunacek. Cette même députée qui, en 2013, tenta de faire passer une motion au Parlement européen promulguant l'éducation sexuelle aux enfants à partir de 4 ans. La mise en parallèle avec le projet d'éducation sexuelle pour les 0-5 ans de la ville de Montréal est quelque peu équivoque. Ces sorties à l'étranger resteraient coquettes si ce ne serait que la CSN reconnaît clairement le besoin de déconstruire les rôles et responsabilités sociales trop rigides qui divisent le sexe et l'identité de genre en deux catégories distinctes, opposées et déconnectées.

Elle reconnaît aussi explicitement l'existence de stéréotypes et de normes sociales trop ancrés sur la famille idéale, la masculinité et la féminité.

Quant à la FTQ, plus grande centrale syndicale au Québec qui, outre les documentations d'usage, participe par ses réseaux activement à la Chaire contre l'homophobie de l'UQAM ainsi qu'au Collectif de travail LGBT, collectif qui demanda récemment les modifications au projet de loi 35 du gouvernement provincial. L'amendement exigé des divers lobbies LGBT, dont la FTQ ainsi qu'une pléiade de syndicats



faisaient partie, demandait le retrait d'un âge minimum pour effectuer un changement de nom sur l'acte civil. Chose qui fût obtenue, ainsi que l'abandon de l'obligation de suivre des traitements médicaux et chirurgicaux pour obtenir la mention de changement de sexe sur ledit acte civil. Donc, dorénavant il est possible pour un enfant de 10 ans de changer légalement son nom en attendant de changer physiquement d'attribut à l'âge requis de 14 ans tel qu'exigé par l'article 71.1. Doit-on rappeler que ce n'est qu'à 16 ans qu'un mineur peut légalement joindre un syndicat, donc en quoi est-ce que tout cela a un quelconque rapport avec les droits des travailleurs?

Mais la palme du déshonneur revient à UNIFOR, syndicat canadien qui dirige 33 syndicats affiliés au Québec. Un fascicule avec des recommandations pour le moins intransigeantes fût mis en ligne en l'honneur de la journée de souvenir trans le 22 novembre. « Six manières pour être un allié pour

stopper la haine et la transphobie », tel est le titre de la brochure. Là où la méthode surprend est avec quel ton vindicatif il aborde la pédagogie de ses membres. Qu'en est-il alors de ces six commandements? Et bien le moins que l'on puisse dire est qu'il vaut mieux se la fermer et regarder ailleurs, car il n'est même plus nécessaire de mettre des lunettes « orwéliennes » pour lire entre les lignes du double langage. Les directives se dictent avec autorité noir sur blanc.

- 1) Portez attention à la manière dont nous nous définissons, exprimez votre solidarité.
- 2) Retenez votre curiosité, ne posez pas de questions.
- 3) Revoyez vos postulats.
- 4) Défendez notre sécurité.
- 5) Assurez-vous que votre lieu de travail et votre communauté sont des lieux sécuritaires et inclusifs pour toutes les personnes.
- 6) N'abandonnez pas si vous vous trompez parfois. Un allié est une personne qui a le courage de s'excuser et de continuer à apprendre ou à travailler afin d'améliorer les choses.

La beauté de ce recueil montre ce vers quoi le citoyen lambda fait face, un diktat qui sous le couvert de lois anti-discriminatoires interdit la liberté d'expression. Au nom de la liberté d'une exception on interdit la liberté de dire la vérité et d'appeler les choses par leur vrai nom. Le tout conçu par diverses tables de consultation et mis en pratique par des non-élus dans tous les aires de vie, jusqu'au dernier retranchement où il n'y a aucune issue, le lieu de travail. Dorénavant, rien ne doit plus être remis en question.

Selon la définition du Larousse, un syndicat est un groupement constitué pour la défense d'intérêts professionnels ou catégoriels communs. Par divers truchements, au fil des ans il fût infiltré par des gens ayant des buts qui sont loin des requêtes aussi terre à terre que des meilleures conditions de travail, la conciliation travail-famille ou une pérennité d'emploi. Nous touchons ici aux techniques de guerre psychologique et de propagande. Une science des plus dangeuses qui touche le contrôle de la pensée des foules par la psychologie du langage. Le tout financé à même les cotisations des membres et des taxes des contribuables. Le dégoût n'est pas une forme de phobie.



# DIMITRI KITSIKIS

## GÉOPOLITIQUE D'UN QUÉBEC SOUVERAIN

LES SOUVERAINISTES SE SONT INTÉRESSÉS À DIFFÉRENTS ASPECTS DE LA SOUVERAINETÉ ET DE SA FAISABILITÉ. DANS UN MONDE OÙ L'ARGENT RÈGNE EN MAÎTRE, c'est davantage l'aspect économique qui fut mis de l'avant. La faisabilité géopolitique, ainsi que ses conséquences ne furent que rarement abordées par les grands mouvements politiques se réclamant de la souveraineté. Question de combler ce vide, nous avons interrogé Dimitri Kitsikis, professeur émérite du département d'Histoire de l'Université d'Ottawa, membre régulier de la Société royale du Canada et président d'honneur de la Fondation publique Dimitri Kitsikis.



**Le Harfang - De nombreux aspects de l'indépendance du Québec ont été étudiés par les think-tanks et les partis souverainistes au cours des dernières décennies. Considérez-vous que l'aspect géopolitique a été suffisamment étudié ?**

Dimitri Kitsikis - Non. La géopolitique était bannie en Occident (et donc dans son appendice québécois) jusqu'à la chute du camp communiste, en 1989, car elle était considérée liée à Karl Haushofer et à la théorie hitlérienne de l'espace vital. Moi-même, en tant que spécialiste de géopolitique, continuateur de Halford Mackinder et de Karl Haushofer, j'étais considéré comme fasciste. De même, était considérée comme anti-scientifique l'étude de la psychologie des peuples, à laquelle je m'adonnais, et

comme secondaire toute explication fondée sur le fait civilisationnel et religieux.

Ce qui dominait alors chez les universitaires québécois des relations internationales était une explication marxiste édulcorée de lutte des classes, dans le contexte de l'affrontement entre le camp capitaliste et le camp socialiste. Avec une connaissance presque inexistante de la géographie mondiale, un spécialiste pakistanais du Tibet, à l'Université Laval, était considéré comme un extra-terrestre. Un autre universitaire québécois de relations internationales mettait sur le même pied la Roumanie communiste et la Mongolie communiste, parce que ces deux pays appartenaient à l'époque au camp communiste, sans tenir compte du fait qu'ils étaient inclus, depuis

toujours, dans deux régions de civilisation différentes, la Roumanie à la Région intermédiaire et la Mongolie à l'Extrême-Orient.

Après 1989 et la chute du camp communiste, la géopolitique devint à la mode et tous ceux qui s'occupaient de relations internationales s'autoproclamèrent géopoliticiens. Cela devint franchement comique.

**H - Projetez-nous dans un scénario fictif de Québec souverain. Croyez-vous qu'un État francophone, au sein d'un bloc anglo-saxon, serait politiquement viable ?**

DK - Oui et non. Oui, en tant que petit pays, protectorat des États-Unis, comme le Kosovo



vo ou le Koweït, par exemple. Non, en tant que pays puissant et influent, comme l'est Israël, par exemple.

Fondé sur ma connaissance de l'Empire ottoman qui était une confédération multi-religieuse et multi-ethnique, et de son démembrement en États-nations, je considère que la fondation de la Grèce, du Kosovo ou de la Syrie, en tant qu'États-nations, les a rendus entièrement dépendants des Grandes Puissances, alors que son maintien dans l'Empire ottoman leur avait permis de jouir d'une décentralisation administrative et d'une autonomie de leur religion, de leur langue et de leurs coutumes.

Dans l'État indépendant de Grèce, par exemple, il a toujours existé deux partis, celui des indépendantistes qui se félicitaient de la sécession de 1821 et les fédéralistes qui regrettaient que la Grèce se soit détachée de l'Empire ottoman. Aujourd'hui, le camp fédéraliste reprend du poil de la bête.

**H - Quelles garanties aurait un Québec souverain pour se défendre, face à des voisins, comme les États-Unis et le Canada ?**

DK - Aucune garantie, sauf si le Québec se liait immédiatement, dans un contexte confédéral, à la France.

**H - Marine Le Pen, lors de son passage à Québec, a discuté de l'idée de refaire un bloc d'influence, genre Commonwealth, basé sur la francophonie. Par le passé, plusieurs penseurs comme Raoul Roy ont avancé l'idée de francité, ce qui est très différent. Existe-t-il une solidarité francophone et la francophonie pourrait-elle devenir un contrepoids aux puissances anglo-saxonnes ?**

DK - Bien que partisan de Marine Le Pen, je considère comme seule planche de salut pour le Québec, non pas le Commonwealth francophone, à l'exemple du Commonwealth britannique, mais la francité, fondée sur la race. Le mot race ne doit pas être pris dans le sens raciste, mais dans le sens de « genos » grec, qui n'est ni la na-

tion, ni la communauté de sang, mais une origine historique commune, fondée sur la langue et la religion.

Je considère que la révolution tranquille au Québec, ainsi que Vatican II en Europe, dans les années 1960, ont été un coup de poignard porté à la francité, car jusqu'à cette époque, l'entité France-Québec était la fille aînée de l'Église. Sa déchristianisation brutale a marqué la fin du fait français. Seul un régime musclé de Marine Le Pen, avec le soutien d'un Québec fasciste intégriste, pourrait renverser la vapeur.

**H - Par ailleurs, l'émergence d'un monde multipolaire nuirait-il ou serait-il bénéfique à la création d'un Québec souverain ?**

DK - Toute unification de la planète sous la houlette du globalisme des banques marque la fin des peuples, des civilisations et des religions. Un monde multipolaire s'impose, fondé sur les civilisations et les cultures. Le monde chrétien ne peut que s'opposer au monde musulman et le Québec appartient au monde chrétien.

**H - Plusieurs penseurs, comme Pierre Hillard, avance que les indépendantismes nuisent finalement, car ils affaiblissent les nations face aux organismes supranationaux (Union européenne). Partagez-vous cette opinion et cela s'applique-t-il au Québec ?**

DK - L'Union européenne est moribonde. Il s'agit du passé. Les organismes supranationaux sont actuellement aux mains des banques et donc nuisibles. L'indépendantisme doit s'adapter aux confédérations, telles que celle de la francité.

**H - L'eau semble devenir un enjeu géopolitique majeur à l'échelle mondiale. Le Québec, importante réserve d'eau potable, en fait-il assez pour défendre cette ressource et en tirer avantage ?**

DK - L'eau, mondialement, est devenue aussi importante que le pétrole. Le Québec devrait revendiquer énergiquement sa part, dans l'exploitation de l'Océan arctique qui,

de plus en plus, deviendra un centre géopolitique mondial. Le Québec doit avoir les yeux fixés sur le nord, vers la mer Arctique qui la sépare de la Russie, et non vers le sud, vers les États-Unis et l'Amérique latine.

**H - La religion semble revenir à l'avant-plan, en géopolitique, au Moyen-Orient, mais aussi en Europe de l'Est et même aux États-Unis où la religion est souvent invoquée par les néo-conservateurs. Croyez-vous que l'Occident reviendra, à moyen ou long terme, à une religiosité plus marquée ?**

DK - André Malraux dans les années 1960, au moment même où le Québec et la France se suicidaient religieusement, avait prévu que le XXI<sup>e</sup> siècle serait religieux. Actuellement, le Québec demeure une momie déspiritualisée. Il est temps que le catholicisme revienne au galop.

**H - Les adhésions à l'OTAN, l'ALENA et autres représentent-elles un boulet pour l'émancipation du Québec ?**

DK - L'OTAN a déjà été condamnée par Donald Trump comme surannée. Son arrivée, fort souhaitée, à la présidence des États-Unis donnera la réponse à cette question.

« Le monde chrétien ne peut que s'opposer au monde musulman et le Québec appartient au monde chrétien. »



# 375 POUR CÉLÉBRER QUOI ?

PAR RÉMI TREMBLAY



**CETTE ANNÉE, MONTRÉAL FÊTE EN GRAND ! Que fête-t-elle ? Ce qu'elle tente d'oublier chaque année dont le nombre n'est pas assez festif, soit qu'elle a une origine et qu'elle n'est pas née du néant comme la Babel cosmopolite qu'elle incarne.**

Qu'à cela ne tienne, dans un an, lorsque nous serons au 376<sup>ème</sup> anniversaire de sa fondation, Montréal continuera à faire semblant d'être née avec le multiculturalisme et oubliera qu'avant l'arrivée massive de Montréalais venus du monde entier, elle existait et se portait fort bien.

Vaut-il véritablement la peine de revenir sur la fondation de Montréal, ou plutôt Ville-Marie, un projet catholique visant à répandre la religion à l'Ouest ? Ne serait-il pas honteux d'invoquer aujourd'hui Jeanne Mance ou Maisonneuve dans une ville déracinée dirigée par nul autre que Denis Coderre ?

Nul besoin d'être un fanatique religieux pour constater que Montréal n'a plus rien de Ville-Marie et ressemble plutôt à Sodome avec ses saunas gays, ses salons de massage érotique, ses dongeons sado-maso, ses bars de danseuses aux nombreux extras, ses crack houses, ses piqueries ainsi que ses péripatciennes et vendeurs de « médicaments sans ordonnance » qui aborde sans vergogne les passants pour leur offrir leurs services. Aucune perversion ne semble trop glauque pour cette ville qui se redéfinit par son hédonisme.

Quant à la police, elle est trop occupée à verbaliser les piétons qui oseraient traverser la rue en dehors

d'une traverse établie ou les automobilistes qui meubleraient les heures de trafic en utilisant leur cellulaire. L'administration, quant à elle, prêche davantage par l'exemple en s'occupant de ce qui se passe au niveau de la rue, particulièrement l'asphalte même qui permet les élections et réélections grâce à un juteux partenariat entre politiciens, gens d'affaires et la Cosa Nostra.

Et pourtant il y a 300 ans, les colons formaient une communauté soudée, tournée vers Dieu, amis aussi vers un avenir commun. Qui donc aujourd'hui peut parler d'une vision commune aux Montréalais ou même quelque chose qui les tiendrait ensemble, hormis un compte de taxes gonflé grâce au partenariat de l'asphalte ? L'esprit de communauté existe, certes, mais au niveau des minorités et désormais, ce communautarisme n'exprime pas une vision d'avenir cohérente, mais bien un désir d'obtenir la plus grosse part du gâteau pour soi. Les gays, les Noirs, les juifs, les musulmans et autres groupes reconnus sont donc soudés par intérêt tribal, mais aucune vision de l'avenir pour Montréal ne peut se baser sur une telle division. La majorité invisible est de moins en moins majoritaire (déjà minoritaire dans les écoles) et de plus en plus invisible. Sans se concerter, le projet de cette communauté qui n'existe que sur papier semble être de déménager au plus vite de cette ville où pen-

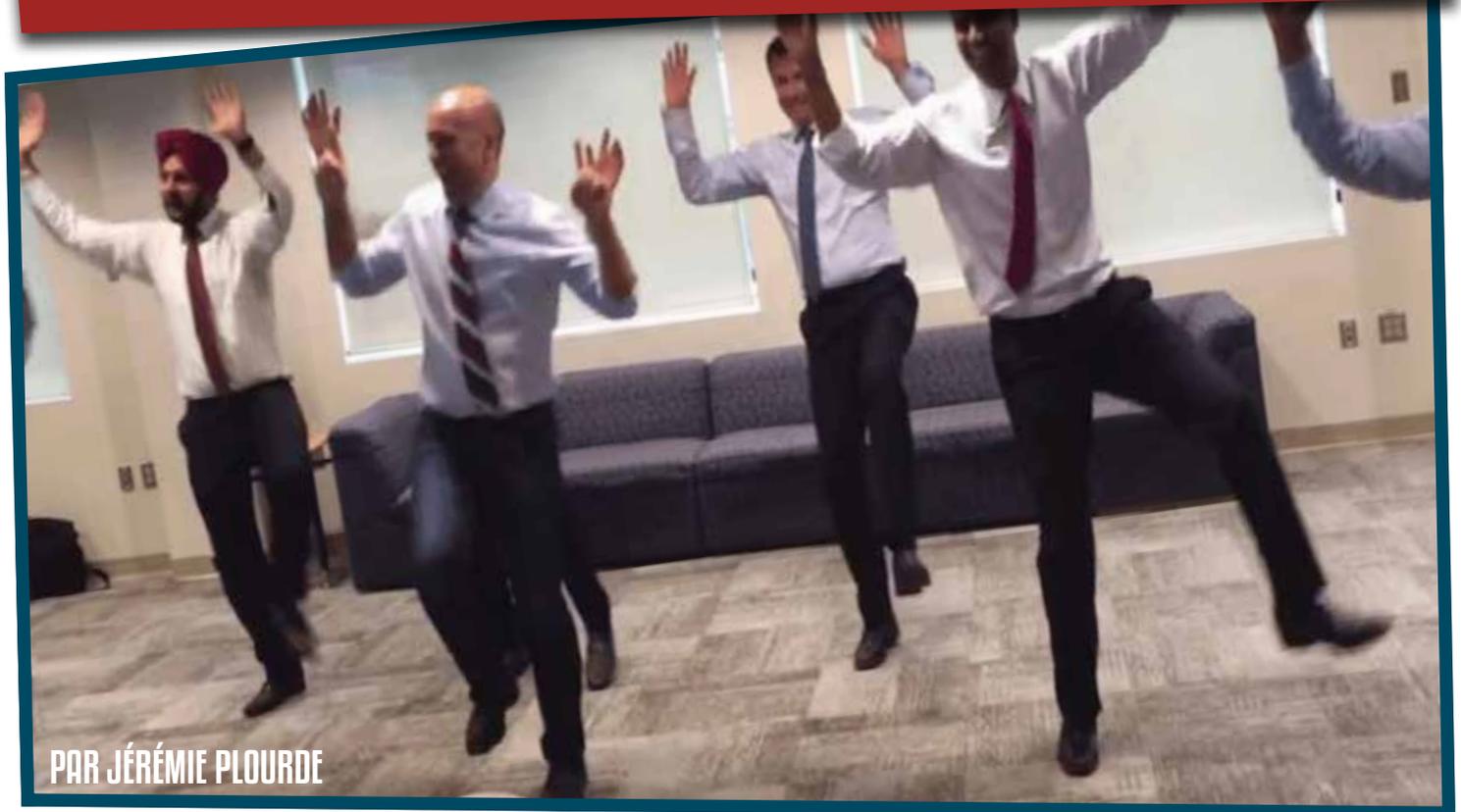
ser élever des enfants frôle la pathologie grave.

Evidemment, il y a certains points qui font penser que tout n'est pas noir et qu'une certaine partie de l'héritage de Ville-Marie perdure : à l'origine, les colons craignaient les attaques de bandes d'Iroquois, une peur toujours présente dans certains quartiers, quoique les Iroquois soit désormais davantage Haïtiens ou Jamaïcains. Il y avait aussi les habitations plus ou moins salubres et adaptées pour les hivers québécois qui semblent avoir eu une certaine continuité dans certains quartiers où l'on peine à qualifier d'habitations certains blocs en décrépitude. Il y a aussi les écoles de certains quartiers qui étrangement semblent avoir nettement plus de 375 ans, ce qui mériterait peut-être une nouvelle enquête historique sur la véritable fondation de Montréal.

Enfin, le 375<sup>ème</sup> anniversaire de Montréal, c'est un peu comme fêter son grand-père atteint Alzheimer qui célèbre son 90<sup>ème</sup> et qui n'a plus toute sa tête. On le fait avec affection en se remémorant les jours heureux de façon un peu mélancolique, seulement on sait que l'avenir n'est plus tout rose, mais personne n'ose le dire - on ne gâcherait tout de même pas une si belle fête avec une vérité si malvenue.



# UN RACIALISTE DANS LE CABINET



PAR JÉRÉMIE PLOURDE

**LES REMANIEMENTS MINISTÉRIELS TANT À OTTAWA QU'À QUÉBEC SONT TOUJOURS UN EXERCICE UN PEU FUTILE et pourtant surmédiatisé, les chroniqueurs parlementaires justifiant enfin le salaire qui leur est versé. Ce sont d'ailleurs les seuls à s'enthousiasmer pour cet exercice de chaise musicale. On les voit pronostiquer, s'égosiller, commenter, un peu à la façon dont les journalistes sportifs traitent les séances de repêchage.**

Pourtant, cet exercice est relativement extérieur et peu de changements réels sont à prévoir. On punira l'un ou l'autre, accordera une promotion à un, mais l'ensemble de l'acte est marketing : nous avons élu un parti et c'est lui qui gouverne, non les individus qui le composent. Qu'un soit assis à tel siège ou à un autre, rien ne changera, le parti au pouvoir dicte la ligne à suivre et les orientations que les ministres appliqueront avec zèle s'ils ne veulent être les prochains à être déçus.

Le remaniement du 10 janvier ne fait pas exception et aucun changement majeur de direction n'est à prévoir, malgré ce qu'en dise les experts qui, durant les campagnes, analysent les messages véhiculés par les choix de cravate durant les débats. Le Parti libéral (PLC) de Justin Trudeau continue de gouverner et rien ne vient modifier sa trajectoire, pas

même la baisse de popularité qu'il a subie dans les derniers mois.

La seule grande et bonne nouvelle est le départ de la vie politique (mais non publique) de Stéphane Dion, pourfendeur du Québec et père de la loi sur la clarté référendaire. Dans une lettre sans surprise, il a annoncé à la nation son désir de quitter la politique, ce qui est la première décision du gouvernement libéral à faire l'unanimité « from coast to coast ». Espérons seulement qu'il se trouve un emploi où il ne fera pas de vagues et où nous n'entendrons plus parler de lui.

Il n'est pas le seul à quitter la politique active suite à ce remaniement. John McCallum, routier de longue date du PLC et jusqu'alors ministre de l'Immigration tire sa révérence. Seulement, puisqu'il fait partie

des libéraux, tant les champions du copinage et du patronage, il s'est vu offrir le parachute doré que représente le poste d'ambassadeur du Canada en Chine. Malgré tous leurs défauts, les libéraux ne peuvent être accusés de manque de loyauté : les amis du parti pourront toujours trouver un poste lucratif au sein du gouvernement.

Celui qui le remplace est Ahmed Hussen, un homme peu connu en dehors de sa circonscription de York-South-Weston à Toronto, une des circonscriptions les plus multiculturelles au pays.

Arrivé en politique lors de la dernière élection, ce Somalien arrivé au Canada en tant que réfugié en 1993 est donc le premier Somalien à entrer au cabinet, ce dont on peut se réjouir d'après la presse canadienne. Le fait qu'il était le premier député

somalien à être élu avait d'ailleurs été célébré en bonne et due forme en 2015.

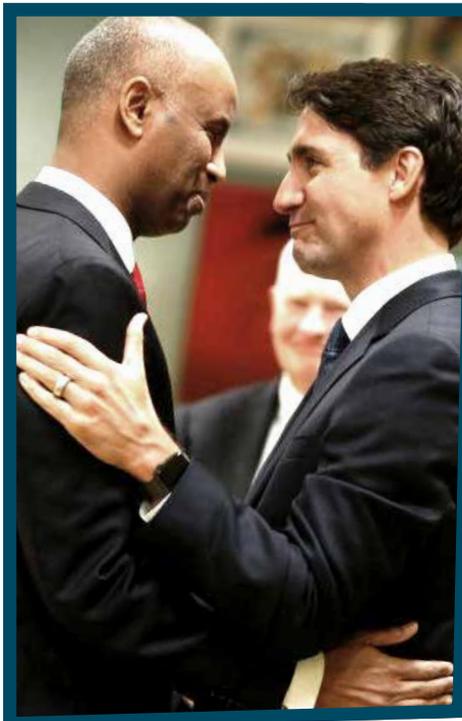
Sa nomination n'est guère surprenante et on peut penser que l'expérimenté John McCallum ne faisait que réchauffer son siège en attendant sa nomination. Avec aucune expérience politique, il aurait été inconcevable de lui attribuer un poste de ministre l'an dernier, mais cette année fut pour lui une année d'apprentissage. Nommé sur le Comité sur la Justice et les droits de l'homme, ainsi qu'à l'Association parlementaire Canada-Afrique suite à son élection, il a participé à grand nombre d'événements portant sur l'immigration en compagnie de McCallum. On visait visiblement à le préparer à assumer la fonction de ministre de l'Immigration.

Hussen est dans la ligne de Trudeau. Champion de tous les communautarismes, il ne rate aucun festival ethnique ou religieux, et chaque fête religieuse ou culturelle est soulignée avec empressement. Il a ainsi participé au Tamil Fest, à des festivals hindous, au Nouvel An chinois, à des fêtes autochtones, juives et musulmanes et même à Nowruz, une fête perse qui l'a enthousiasmé. En fait, l'an dernier, hormis Noël et Pâques, il tint à célébrer et offrir ses souhaits à tous. Notons qu'en 2016, il rectifia le tir et souhaita un cordial Joyeux Noël à tous ! Serait-ce parce que plusieurs s'étaient indignés de cette absence de souhaits à Noël, alors qu'il avait fêté l'Iftar avec le caucus libéral, fête où l'on brise le jeûne pour la première fois lors du Ramadan et qu'il avait fait la promotion du Projet Ramadan ?

Pour ceux qui jugent tout en fonction de l'islam, la réponse va de soi. Par contre, au-delà de ses prises de position en faveur de l'islam, positions atténuées par ses plus que nombreuses sorties en faveur d'autres religions minoritaires, mosaïque canadienne oblige, c'est son côté raciste qui inquiète davantage.

L'ancien président du Congrès somalien canadien ne croit pas, comme Justin Trudeau, que la race ce n'est qu'une couleur de peau. Il croit que la race existe et que les Noirs ont des intérêts raciaux bien différents de ceux de la majorité blanche. Il est donc impliqué auprès d'une kyrielle d'organisations noires comme l'Association canadienne des avocats noirs, le Caucus noir canadien, le Collectif des fermiers noirs et ainsi de suite. Des organisations qui nient la croyance libérale voulant que la race n'existe pas et ne soit qu'une question de pigmentation sans importance. Cet inconditionnel de Viola Desmond, bientôt repré-

sentée sur vos billets de 10\$, célèbre la journée de Martin Luther King, Kwanza, l'Africa Day et n'hésite pas à faire la promotion de TC3, un groupe de jeunes afro-canadiens faisant la promotion de la culture musicale, du soul au hip hop en passant par les tam-tams. Celui qui fit la une du magazine Global Africa Media en mai dernier s'est impliqué dans Midaynta Youth, une organisation récompensant les étudiants canadiens d'origine somalienne. Il participa également au Black Government Leaders Summit en août dernier et ne manque pas de faire valoir son identité somalienne, prenant part au premier festival somalien à Toronto en juin, mais en demandant également



au gouvernement d'augmenter l'aide financière pour son pays d'origine.

En chambre, il se fit le chantre de la cause noire, soulignant le rôle des vétérans canadiens noirs, mais aussi des Noirs en général dans l'histoire canadienne, rôle qui est pour lui majeur quoiqu'en disent les historiens sérieux. Paradoxalement, l'homme qui appartient et soutient nombre d'organisations racialement définies excluant quiconque n'étant pas de sa race s'est aussi fait le défenseur de la nouvelle lubie des multiculturalistes, soit les CVs sans nom. Ce que Hussen propose, c'est que l'embauche se fasse désormais grâce à des curriculum vitae sans nom inscrit pour éviter toute discrimination. Selon lui, malgré tous les incitatifs, même monétaires, pour favoriser l'embauche des minorités visibles, les Tremblay et Smith seraient plus populaires que les Abdullah et Gonzalez auprès des employeurs poten-

tiels. Pour le moment, son projet n'a pas débouché, mais il est probable qu'éventuellement, une telle façon de faire soit instaurée.

Ce militant de la cause noire est également un défenseur acharné des réfugiés et considère que le Canada n'en fait pas assez et qu'il faudrait notamment en faire plus pour les réfugiés africains. En chambre, il a répété en avril et mai derniers qu'il s'agit bien d'un « droit » et que nous avons l'obligation d'accueillir tout réfugié ou du moins de l'aider à gagner un pays accueillant. Balayant les craintes légitimes de nombre de Canadiens, il claironna en chambre le 30 mai 2016 que « les réfugiés ne sont pas un danger, ils sont en danger » - le genre de phrases que Trudeau et ses responsables des communications affectent particulièrement.

Les autres changements ministériels sont bien moins intéressants que la promotion de Hussen. Dion parti, c'est Chrystia Freeland, celle qui était parvenue à faire signer le Traité de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne, bloqué par la courageuse Wallonie, qui sera désormais en charge des Relations internationales. François-Philippe Champagne qui travaillait aux côtés de Bill Morneau aux Finances prend la relève de Freeland au Commerce international et Karine Gould remplace Maryam Monsef aux réformes démocratiques, celle-ci étant reléguée à la Condition féminine. Monsef était la première femme afghane à obtenir un poste de ministre, mais surtout le premier député à risquer d'être déporté à tout moment. En effet, la femme qui était arrivée ici avec des papiers falsifiés, mentant notamment sur son pays d'origine, aurait dû être expulsée manu militari, mais au Canada de Trudeau, les règles d'immigration, lorsqu'elles existent, sont faites pour être violées.

Après tout, qu'est-ce que cela change qu'une ministre ait menti sur ses papiers lors de son arrivée au Canada ? Enfin, elle est rétrogradée à la Condition féminine, ce qui promet: une Afghane nous faisant la morale sur les relations hommes-femmes, cela risque d'être assez intéressant. Son prédécesseur, Patty Hadju, a quant à elle été promue à l'Emploi et MaryAnn Mihychuk, qui occupait ce poste, a pour sa part été renvoyée du cabinet.



# C'EST ICI QUE ÇA SE PASSE

PAR MARIE GROULX



**IL FAUT D'EMBLÉE L'ADMETTRE, TOUT LE MONDE DE NORMALEMENT CONSTITUÉ ENTRETIENT CERTAINES HABITUDES qu'on pourrait qualifier d'originales ou même parfois d'excentriques. Des plus modestes aux grands qui ont façonné l'histoire, chacun possède une certaine lubie qui ajoute à notre unicité. La mienne, mon plaisir coupable, c'est de suivre l'extrême-gauche tant sur les réseaux sociaux que sur leurs propres sites.**

L'exercice permet parfois une remise en question de certains dogmes – les textes qu'on y présente ne sont pas tous dénués de sens – mais plus souvent qu'autrement, l'étude de ces pages est un divertissement léger et désopilant. La lecture approfondie de nombre de textes présentés le plus sérieusement du monde poussera de nombreux darwinistes à remettre en question leur croyance en l'évolution humaine. On entend souvent dire que l'intelligence humaine est limitée – l'extrême-gauche nous le prouve quotidiennement.

Au-delà de ces considérations, depuis des mois on assiste à une dérive des franges les plus extrémistes, notamment le Parti communiste, les antifas, les anarcho-libertaires et autres représentants de cette belle et grande famille d'idées, si le terme peut s'appliquer. Cette plus ou moins récente dérive consiste à s'occuper exclusivement de ce qui se passe à l'extérieur du pays. On organise des manifestations contre la démocratie américaine qui a osé donner le pouvoir à celui que les médias n'aiment pas, on fait la promotion et les louanges des forces kurdes s'opposant à l'État islamique, et on s'inquiète de la résurgence de graffitis de croix gammées à l'envers à Paris et aux États-Unis. Bref, on s'intéresse à tout sauf à ce qui se passe ici. Ce phénomène est connu comme « la lutte de substitution » ; on préfère s'em-

baller pour des phénomènes extérieurs et on délaisse les enjeux proches de nous. Avant la politique militante était axée sur le « penser globalement, agir localement ». Désormais, on a tronqué la seconde partie.

Cette lutte de substitution est un aveu d'impuissance. Se croyant déjà vaincu, on jette l'éponge plutôt que de risquer une défaite. On admet en quelque sorte l'impossibilité de changer les choses ici, alors on se gargarise des succès des autres dans d'autres régions du globe. L'avantage est également que cela permet de rester derrière un clavier sans rien risquer, sans se mouiller. Car cette lutte de substitution est limitée dans l'action ; ce ne sont pas ceux qui s'évertuent sur la toile en faveur des forces kurdes qui vont combattre réellement l'État islamique. Les rares Canadiens à être partis prendre les armes étaient des hommes de droite qui s'allièrent aux milices d'extrême-gauche en suivant la logique ennemi-ennemi, soit l'ennemi de mon ennemi est mon ami.

L'extrême-gauche québécoise pousse cette lutte de substitution à son extrême, rendant le tout tellement caricatural qu'il est difficile d'en tirer une leçon qui s'applique à notre camp. Pourtant, cet exercice est nécessaire, particulièrement depuis l'élection de Trump et la possibilité réelle d'une présidente frontiste dans les prochains mois en France. Le mouvement

nationaliste québécois ne doit pas sombrer dans le piège de la lutte de substitution. On peut se réjouir de ce qui se passe ailleurs, mais cela ne doit pas nous détourner de notre cause ici. Dans les dernières années Le Harfang a donné la parole à un nombre impressionnant d'auteurs, politiciens et penseurs étrangers, non pas dans le but de mousser la popularité de ces gens, mais bien pour alimenter les réflexions de nos lecteurs. Le Québec a encore trop peu de penseurs et auteurs dissidents, d'où la présence de nombreuses voix de l'extérieur dans nos pages. Notre combat est avant tout ici et c'est dans cette optique que nous devons utiliser ce qui se passe ailleurs, pour apprendre de leurs erreurs et succès, et se mettre à l'ouvrage de façon quotidienne. Les nationalistes et populistes gagnent en popularité suite à des années, voire des décennies de militantisme ingrat (collage, campagnes, créations de médias alternatifs, etc) et il faut faire attention à ne pas crier victoire parce qu'un politicien proche de nos idées remporte une victoire dans son pays. Pour que nous aussi nous puissions un jour obtenir de tels triomphes, il faut garder en tête que notre combat n'est ni à Rome, ni à l'Élysée, mais dans les rues de Trois-Rivières, Gatineau et Hochelaga.



# BONNE FÊTE PRÉSENT !

2017 EST UNE ANNÉE OÙ LES COMMÉMORATIONS SONT NOMBREUSES. ON PEUT PENSER AU CINQUANTIÈME DE LA MORT DE LIONEL GROULX, au 375ème de Montréal ou au plus mitigé 150ème de la Confédération. Une de ces commémorations qu'on se devait de ne pas oublier est le trente-cinquième anniversaire du seul quotidien francophone de droite nationale, le journal Présent, un quotidien catholique traditionnel contre-révolutionnaire qui fait office de mouton noir dans le paysage médiatique francophone et démontre que rien n'est impossible pour les hommes de bonne volonté. Chaque jour, on peut lire les articles de nombreux collaborateurs de renom comme Alain Sanders, Francis Bergeron, Anne Le Pape, Pierre Saint-Servent, Chard et autres.

Pour souligner cet anniversaire, nous avons interrogé Samuel Martin, directeur de cette publication qui, il faut l'ajouter, est le seul journal français à couvrir l'actualité québécoise de façon assidue.

**Le Harfang - L'esprit inculqué par Madiran est-il toujours vivant dans Présent ?**

Samuel Martin - Présent a vu le jour en 1982, grâce à cinq fondateurs : Jean Madiran, François Brigneau, Romain Marie, Hugues Kéraly et Pierre Durand. En créant Présent, ils soulignaient son originalité : il était « le premier quotidien de la contre-révolution et de la tradition françaises depuis 37 ans », écrivaient-ils dans le numéro 0, daté du 22 novembre 1981. Trente-cinq ans après, Présent est encore et toujours le seul quotidien de la contre-révolution et de la tradition française. Ces quelques mots disent bien la lutte politique, religieuse et culturelle qui est la nôtre. Elle n'a pas changé. Le contexte, lui, a empiré, en particulier avec une immigration islamique déjà dénoncée dans les années 1980 mais qui a pris l'ampleur qu'on lui connaît. Comme toute entreprise humaine qui s'inscrit dans le temps, le journal a connu des périodes fastes, d'autres où il s'endormait un peu... Depuis trois ans, Présent a retrouvé un dynamisme, avec une équipe rédactionnelle qui mêle les jeunes et les anciens, un traitement de l'actualité vivant avec reportages et interviews - pour la victoire de la contre-révolution et de la tradition.

**H - La crise de la presse papier a-t-elle touché Présent ?**

SM - Bien sûr, Présent est touché de plein fouet par l'évolution des médias et la dématérialisation de l'in-

formation qui fait croire aux internautes que l'information est gratuite. Or elle ne l'est pas : elle finit par l'être, par dissémination sur la toile, mais au départ il faut des journalistes et toute une équipe pour fabriquer le journal. Nous avons des coûts salariaux et des coûts de fonctionnement qui sont lourds, malgré tous nos efforts : certains postes sont incompressibles. Cela peut sembler archaïque par rapport à la « gratuité » d'un clic sur un site Internet. Mais si Présent disparaissait, il ne faut pas se leurrer : rien ne le remplacerait en kiosque ni sur Internet, une part de contenu serait perdue. Pour cette raison, il ne faut pas considérer que la crise de la presse papier est une fatalité, mais continuer d'exister.

**H - En quoi Présent diffère-t-il des Figaro, Humanité, Monde et autres quotidiens ?**

SM - Sur le fond, il en diffère par les idées qu'il défend, catholiques et de droite nationale. Nous donnons la parole aux catholiques de la tradition, sans acception de « chapelles » mais aussi, quand ils acceptent de nous répondre, à des évêques ou prêtres diocésains. Côté politique, notre engagement est bien marqué. Dans la présidentielle qui se prépare, nous soutenons la candidature de Marine Le Pen, qui est la seule en position d'accéder au pouvoir pour redonner à la France sa souveraineté et lutter contre le terrorisme islamique et l'immigration-invasion qui conduirait au Grand Remplacement. Ce soutien aux idées du FN ne nous empêche pas d'interviewer des spécialistes, des intellectuels, des auteurs qui ne lui correspondent pas forcément mais dont les idées nous paraissent intéressantes. Si vous lisez le journal sur plusieurs mois, cela donne un mélange très varié mais cohérent, qui ne se retrouve dans aucun autre quotidien.



**H - À l'époque numérique, en quoi un journal papier est-il toujours pertinent ?**

SM - Il l'est d'abord par le format, en ce qui nous concerne. 4 pages, quatre fois par semaine, 8 pages le samedi : le format est adapté au rythme de vie actuel qui laisse peu de temps pour lire réellement un quotidien de 20 ou 30 pages. Nous privilégions les articles courts : en tant que rédacteur en chef, je lutte contre les journalistes qui pensent que « faire long c'est être profond ». La concision est une qualité, le bavardage n'en est pas une ! Les éditoriaux de Jean Madiran étaient brefs... mais il n'y manquait rien. Enfin, nous croyons encore au plaisir et au confort de lire sur papier plutôt que sur écran. Le papier garde une noblesse qui attire vers nous de jeunes collaborateurs actifs sur Internet mais pour qui être publiés sur papier représente une légitimité et une fierté, avec raison.

**H - Pour les Québécois, l'abonnement papier est peut-être moins intéressant à cause des délais de livraison. Existe-t-il des options d'abonnement numérique ?**

SM - Nous sommes présents sur Twitter et Facebook, c'est un moyen de faire connaissance mais cela ne remplace évidemment pas l'abonnement numérique, qui s'impose pour les Québécois qui voudraient nous découvrir. En allant sur <http://www.present.fr>, ils peuvent s'abonner pour un jour (1 euro), un mois (17 euros), trois mois (35 euros), six mois (65 euros), un an (99 euros). Quelle que soit l'abonnement choisi, qu'ils en soient remerciés par avance, au nom de toute la rédaction de Présent !



# FRAUDE AU PRÉSIDENT

PAR CANDIDE LEFRANC

**UNE FRAUDE EN PLEIN ESSOR A SUSCITÉ UNE SOIXANTAINE DE PLAINTES DEPUIS 2014 AU QUÉBEC et 16 millions de dollars auraient été volés. Ce serait la pointe de l'iceberg, car seulement 5% des fraudes ou des tentatives de fraude seraient dénoncées. Au moins 3 cas se sont produits au Saguenay-Lac-Saint-Jean. L'une d'entre elles a été dévalisée pour 1 million. 215 000\$ américains ont été tentés d'être soutirés à une compagnie du Haut-du-Lac.**



En France, 700 entreprises de toutes tailles furent touchées pour plus de 300 millions d'euro en 2010. Selon le FBI, elle aurait coûté 2,3 milliards de dollars aux entreprises entre octobre 2013 et février 2016.

Il s'agit de la fraude du Président.

Elle consiste à provoquer un transfert de fonds à l'étranger par un membre du personnel de comptabilité d'une entreprise en choisissant un moment favorable. Le vendredi en fin d'après-midi de préférence, particulièrement si le président de la compagnie est en voyage et non rejoignable. Le fraudeur enverra un courriel en se faisant passer pour ledit président, réclamant ce transfert dans le but de boucler une transaction. Il suffit d'utiliser une adresse imitant celle du chef d'entreprise, une seule lettre ayant été changée par exemple. Un complice se faisant passer pour avocat appelle ensuite pour donner les instructions pour le transfert. Ce dernier doit être fait de toute urgence et dans la confidentialité la plus totale bien entendue.

L'argent est envoyé dans des institutions financières en Belgique, Ukraine ou Lettonie et finit sa course dans des banques chinoises, sur un compte auquel les escrocs ont accès.

Parfois, l'entreprise victime sera contactée par une personne se faisant passer pour le comptable d'un fournisseur prétendant qu'il est nécessaire de changer ses coordonnées bancaires. Les paiements sont donc acheminés dans un nouveau compte, celui des auteurs de la fraude.

Ils peuvent aussi faire croire à la victime qu'elle parle à la police qui lui dit alors de collaborer pour justement piéger le fraudeur.

On l'appelle aussi fraude au virement international. Des sociétés comme Coca Cola, Nestlé, Michelin, Cooper Standard en ont été les victimes.

Les conséquences sont importantes allant jusqu'à la faillite, car l'entreprise peut être privée de liquidité. L'employé ayant collaboré malgré lui subit d'importantes répercussions professionnelles et psychologiques.

Mais il s'agit d'un crime sans violence et il est difficile de repérer les escrocs.

Et s'ils le sont, une nouvelle difficulté se pose. Ils peuvent compter sur Israël pour les garder à l'abri des conséquences de leurs actes.

C'est une information que l'on sera réticent à livrer mais c'est que "plusieurs" adeptes de cette fraude opèrent à partir d'Israël. Dans un même article plus loin au dira "la plupart". Devons-nous lire, tous?

Ces malfaiteurs seraient proches de l'escroquerie à la taxe Carbonne. Une fraude qui aurait coûté 5 milliards d'euros aux entreprises européennes, entièrement liée elle aussi à Israël.

Une bourse d'échange de quotas d'émission de CO2 a été mise en place en 2005 par l'Union européenne.

Pendant 18 mois, les mêmes quotas font des rotations entre la France et Israël en passant par des sociétés fictives qui y sont basées. 1.6 milliards d'euros ont été détournés en France en 2008 et 2009 et entre 5 et 10 milliards pour l'ensemble des États membres de l'Union européenne selon Europol.

Et Israël est réticent à extraditer ces escrocs à l'étranger. Arnaud Mimran (fraude au Carbone) comparut à Paris, mais 6 des douze co-inculpés étaient absents du tribunal; ils étaient en Israël. Eddie Abittan, Michaël Haïk, Gabriel Cohen et de Jérémy Grinholz et Frédéric Sebag, des auteurs de ce que l'on appelle l'escroquerie du siècle.

Ce sont des centaines de "juifs français" qui ont choisi Israël pour s'y réfugier et échapper aux poursuites judiciaires. "Ou alors, ils utilisent Israël comme base de départ pour leurs arnaques commises à l'étranger." 1

Gilbert Chikli est considéré comme le père fondateur de cette combine au président. Il a rafflé des centaines de millions d'Euros en France à une centaine d'entreprises, dont la Banque Postale, le Crédit Lyonnais, les Galeries Lafayette ou Disneyland Paris. Selon le FBI il aurait dérobé un total de 1.8 milliard de dollars dans plusieurs pays. Il vit à Ashdod, avec piscine, jacuzzi et gardes armées, malgré qu'il soit condamné à 7 ans de prison en France et à un million d'euros d'amende. Israël refuse de l'extrader.

Il explique comment il a blanchi 90% de son butin grâce à la Chine et le "schéma d'import export", dans une

# DROIT DE RÉPLIQUE

entrevue à l'Associated press. Il achète des marchandises en demandant au vendeur de gonfler la facture. 20 tonnes d'acier deviennent 100 tonnes. Une fois revendus, les sommes sont récupérées et transférées en Israël.

Comment faire de l'argent sur le dos du continent le plus pauvre de la planète?

Des escrocs israéliens encore une fois ont trouvés la réponse. Ce fut l'affaire Jean-Yves Le Drian.

Dans une arnaque qui rappelle celle au président, des israéliens ont imité la voix du ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, pour soutirer de l'argent à des dignitaires africains. Il aurait s'agit d'avances qui seront remboursées par la France plus tard par le biais de l'aide au développement. On fit croire qu'un agent avait été enlevé par des djihadistes. La ligne officielle française étant de ne pas verser de rançon, il faudrait qu'une tierce personne paie.

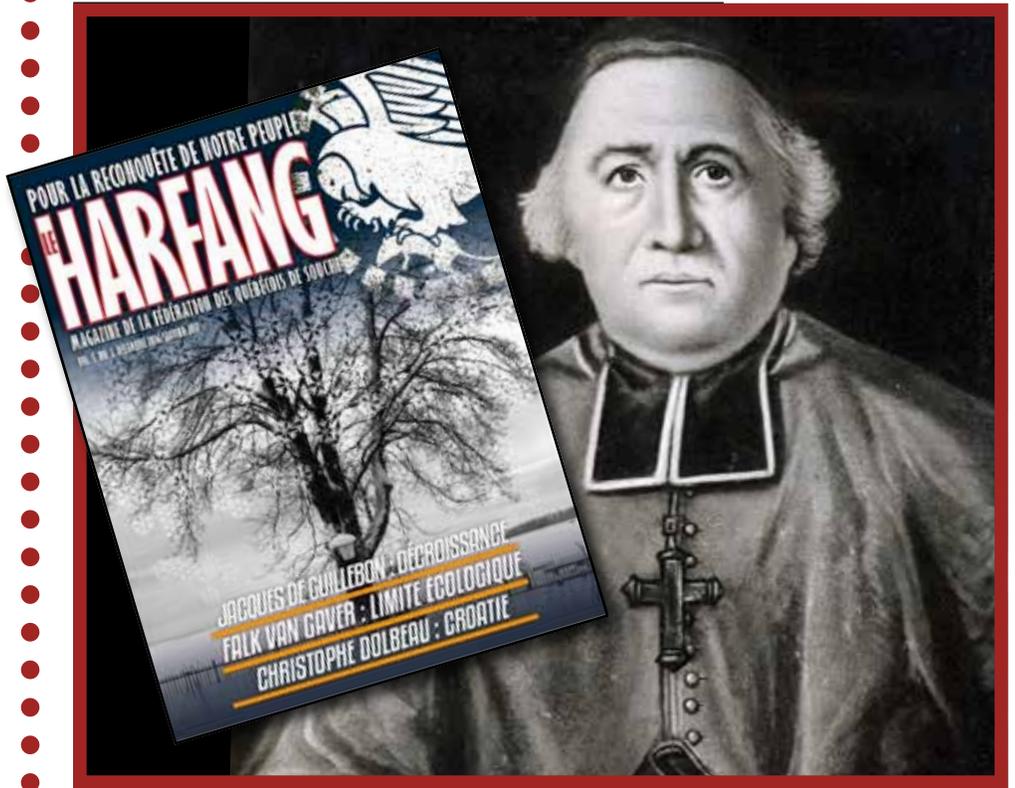
Les présidents Macky Sall (Sénégal), Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire), Paul Biya (Cameroun), Ali Bongo Ondimba (Gabon), Ismaïl Omar Guelleh (Djibouti), Joseph Kabila (RD Congo), Catherine Samba-Panza (Centrafrique) et Hage Geingob (Namibie) auraient ainsi été approchés pour des requêtes variant de 5 à 9 millions de dollars. Cette imitation de la voix du ministre était paraît-il "bluffante" selon plusieurs sources.

Plusieurs ambassades, grandes entreprises françaises actives sur le continent africain et même des associations humanitaires se seraient fait contacter.

Deux virements ont bien été réalisés totalisant 22 millions d'euros.

On fera état d'une certaine collaboration entre justice française et israélienne; "Mais d'une manière générale, l'Etat hébreu fait traîner les demandes d'extradition émanant de France." 1 En 2014, il existait une centaine de demandes émanant de la France lié à des escroqueries. Quelques suspects ont été extradés seulement.

1- <http://tinyurl.com/z9avc9u>  
<http://tinyurl.com/z4pscfn>  
<http://tinyurl.com/z89mngg>  
<http://tinyurl.com/jkuzq6w>  
<http://tinyurl.com/hkoddkc>



**DANS LE HARFANG DE DÉCEMBRE 2016/JANVIER 2017, L'ARTICLE LES EXCOMMUNIÉS RELATE LA « TRAHISON » DE MONSIEUR BRIAND. Que lui est-il reproché ? Face aux Américains insurgés, l'évêque de Québec se range du côté de la Couronne, exhorte les fidèles à s'enrôler en masse et demande à ses prêtres de ne plus donner les sacrements, le cas échéant, à ceux qui se rebelleraient contre le pouvoir établi. Le village de Saint-Michel de la Durantaye, près de Lévis, refuse de se plier aux ordres de l'évêque. Finalement, Mgr Briand excommunie cinq « patriotes » de la municipalité qui persistent dans leur obstination. Au début du deuxième paragraphe dudit article, on y lit : « Monseigneur Briand peut être considéré comme le premier prélat canadien-français à trahir sa nation ».**

Un bon catholique canadien-français ne peut que se dissocier d'une telle conclusion, complètement erronée. Les Saintes Écritures n'ont jamais envisagé le droit de révolte ! Jésus-Christ lui-même, Notre Sauveur, s'est soumis aux pouvoirs constitués de l'époque. On lit dans l'évangile de saint Matthieu, au chapitre XVII : « 23. Lorsqu'ils furent venus à Capharnaüm, ceux qui recevaient les didrachmes (1) s'approchèrent de Pierre, et lui dirent : Votre maître ne paye-t-il pas le tribut ? 24. Il dit : Oui. Et quand il fut entré dans la maison, Jésus le prévint, en disant : Que t'en semble, Simon ? De qui les rois de la terre reçoivent-ils le tribut ou le cens ? de leurs fils, ou des étrangers ? 25. Pierre répondit : Des étrangers. Jésus lui dit : Les fils en sont donc exempts. 26. Mais, pour que nous ne les scandalisions point, va à la mer, et jette l'hameçon, et tire le premier poisson qui montera, et en lui ouvrant la bouche tu trouveras un statère (2) ; prends-le, et donne-le leur pour moi et pour toi. » En refusant de payer l'impôt, on aurait pu voir, dans le refus de Notre-Seigneur, un manque de respect à l'égard de la loi et du souverain.



De même saint Paul, dans son épître aux Romains, au chapitre XIII : « Que tout le monde soit soumis aux Puissances supérieures : car il n'y a point de puissance qui ne vienne de Dieu ; et c'est lui qui a établi toutes celles qui existent. Celui donc qui s'oppose aux Puissances résiste à l'ordre de Dieu ; et ceux qui résistent acquièrent pour eux-mêmes la damnation. Le Prince est le Ministre de Dieu pour procurer le bien ; et comme ce n'est pas en vain qu'il porte le glaive, il est aussi son Ministre pour punir le mal. Il vous est donc nécessaire de lui être soumis, non seulement par crainte du châtement, mais aussi par un devoir de conscience. »

Enfin saint Pierre, le chef des Apôtres, dans sa première épître, au chapitre II : « 13. Soyez donc soumis à toutes sortes de personnes par rapport à Dieu, soit au Roi, comme étant au-dessus des autres, 14. soit aux Chefs qu'il vous envoie pour punir les méchants et louer les bons ; 15. car telle est la volonté de Dieu (...) 16. Étant libres, ne vous servez pas de cette liberté comme d'un voile pour couvrir de mauvaises factions ; mais (agissez) comme des serviteurs de Dieu. 17. Rendez honneur à tous, aimez vos frères, craignez Dieu, honorez le Roi. 18. Serviteurs, soyez soumis et respectueux envers vos Maîtres, non seulement à l'égard de ceux qui sont bons et doux mais aussi envers ceux qui sont bizarres et fâcheux ; 19. car c'est un effet de la grâce, si en vue de Dieu, l'on souffre avec patience d'injustes traitements. »

Quel est par ailleurs l'enseignement traditionnel de l'Église à ce sujet ? Consultons saint Thomas d'Aquin, dans sa Somme Théologique, au traité de la charité, à la question 42, aux articles 1 et 2.

Dans le premier article, il y est bien spécifié que la sédition est un péché spécial, parce qu'elle s'oppose à un bien spécial, à savoir l'unité et la paix de la multitude, car ceux qui participent à la sédition vont à l'encontre du bien commun du pays.

Dans le second article, le péché de sédition est déclaré péché grave car il s'en prend au bien commun (article 1). Il est d'abord et principalement en ceux qui fomentent la sédition. Ensuite, et secondairement, en ceux qui les suivent et qui troublent le bien commun.

Notons la troisième objection de l'article qui déclare que sont dignes de louange ceux qui délivrent le peuple d'un pouvoir tyrannique ; or, cela ne peut

guère se faire sans quelque discussion au sein de la multitude, alors qu'une partie s'efforce de garder le tyran, et que l'autre s'efforce de le renverser, et donc la sédition peut exister sans péché.

Peut-on envisager la juste rébellion alors ? Saint Thomas répond : le régime n'est pas juste, puisqu'il n'est pas ordonné au bien commun ; en conséquence la subversion d'un tel régime ne sera pas une sédition, mis à part le cas où le peuple subirait un détriment plus considérable du trouble apporté que du fait du régime tyrannique lui-même. Ainsi la révolution serait-elle en certains cas légitime. Mais il faut y regarder de très près, et bien peser les conditions posées par le saint Docteur. De fait, lorsqu'il étudie pour elle-même la question du tyrannicide (Du gouvernement royal, livre I, chapitre 6), il paraît écarter pratiquement l'éventualité de la mise à mort du tyran par un particulier. Car, d'une part, « s'il n'y a pas d'excès insupportable il vaut mieux tolérer pour un temps une tyrannie modérée que faire opposition au tyran et s'engager dans des dangers multiples, plus graves que la tyrannie elle-même. » Et, d'autre part, si la tyrannie tend à devenir insupportable, il conviendra de se souvenir de l'enseignement de saint Pierre nous recommandant « d'être respectueusement soumis à nos maîtres, non seulement lorsqu'ils sont bons et modérés, mais même lorsqu'ils sont difficiles : c'est en effet une grâce d'avoir à supporter, pour rendre témoignage à Dieu, des afflictions imméritées ». Attitude de pur abandon surnaturel qui, en de telles calamités, nous fera trouver notre refuge en Dieu : « Si on ne peut trouver aucun secours humain contre le tyran, il faut recourir au roi de tous, à Dieu qui secourt à propos dans les tribulations. »

Monseigneur Briand, on le voit sans peine, a eu parfaitement raison d'agir comme il l'a fait.

Et Monseigneur Lartigue réagira d'une manière similaire quand il se trouvera confronté au mouvement révolutionnaire des Patriotes de 1837-1838 (3). Dans son second mandement à l'occasion des troubles de 1837, il écrira ce qui suit : « Oui, c'est ce qui vous a été annoncé d'avance par vos Prêtres, par votre Évêque, par ceux qui avaient su lire et comprendre l'histoire de tous les siècles, et en tirer des leçons salutaires pour l'avenir ; pourquoi donc n'a-t-on pas voulu les écouter, et profiter des lumières de la Révélation, de la sagesse des âges, de l'expérience, et des événements qui se passent encore tous les jours en France, en Espagne, en

Portugal, dans l'Amérique du Sud, et partout où l'on a prétendu essayer de ces systèmes funestes d'insurrection ? Oh ! combien on eût épargné au Canada de peines et de douleurs, de crimes et de remords, si chacun eut suivi les avis de son Pasteur !

Mais il vous est aisé maintenant de distinguer vos véritables amis, les vrais patriotes, ceux qui vous veulent du bien, d'avec ceux qui ne visaient qu'à s'élever, à dominer dans un nouvel État chimérique, et à prendre la place de ceux qu'ils pourraient dépouiller ; car c'est, en dernière analyse, le résultat de toutes les Révolutions. Que devez-vous penser aujourd'hui de votre Clergé, qui a fait tous ses efforts pour vous prémunir contre des doctrines perverses, qui a même encouru la haine de plusieurs, parce qu'il ne vous parlait pas dans le sens des coryphées d'une faction, dont malheureusement quelques-uns d'entre vous étaient alors engoués ? (...) comme si la recommandation de l'obéissance envers tous nos Supérieurs, entr'autres à l'égard de ceux que la Providence a placés sur nous pour le gouvernement civil, ne faisait pas partie intégrante du dépôt sacré de la foi, qui nous a été confié pour en faire part à toutes nos ouailles, sans en omettre aucun article. »

La leçon aurait d'ailleurs déjà dû porter depuis longtemps. Car si l'Angleterre a desserré progressivement l'étau sur le Canada après la défaite des Plaines d'Abraham, on le doit exclusivement au clergé qui avait su faire comprendre alors au peuple canadien-français, privé de ses élites retournées dans la mère-patrie, qu'il valait mieux pour lui qu'il se montrât loyal vis-à-vis de la Couronne plutôt qu'il s'embarquât dans de funestes aventures qui l'auraient assujéti à subir un joug encore plus cruel.

### *Un lecteur assidu du Harfang*

(1) Didrachme : Impôt romain consistant en une capitation annuelle de deux drachmes pesant sur chaque Juif, et servant à l'entretien du Temple de Jérusalem.

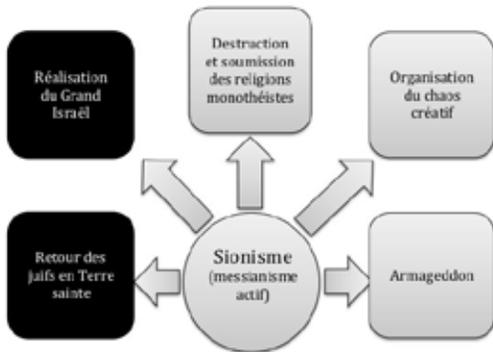
(2) Statère : Monnaie d'argent grecque, valant de deux à quatre drachmes, selon les périodes.

(3) <http://www.liberius.net/articles/Mandem...rtigue.pdf>, vers la fin du document.

# LA RÉALISATION DU GRAND ISRAËL

PAR PIERRE SIMON

AVEC LA GRILLE DE LECTURE DE YOUSSEF HINDI, L'AUTEUR DU LIVRE « OCCIDENT ET ISLAM », que nous avons résumé dans le numéro de décembre/janvier du Harfang, dans cette deuxième chronique, nous décryptons la seconde facette du projet messianique : la réalisation du Grand Israël.



Voici les grandes lignes de cette grille inédite qui bouleverse l'interprétation classique de l'histoire récente. Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, la communauté juive dirigée par ses rabbins et inspirée par la kabbale juive, notamment le livre du Zohar, cherche fiévreusement, par des actions politiques et militaires, à hâter la venue de son Messie en Terre sainte.

Après plusieurs révolutions et plusieurs guerres d'inspiration kabbalistique, après les six millions de morts et les chambres à gaz explosible, l'État juif s'implante officiellement en Palestine, en 1948. Cette entité messianique a la particularité, unique au monde, d'être sans constitution et sans frontières. Ce pays de cocagne tant convoité est en effet inachevé, une espérance, une ébauche, l'embryon d'un projet mystico-religieux beaucoup plus ambitieux : le Grand Israël, un territoire qui s'étend du Nil à l'Euphrate, dont la capitale est Jérusalem et qui comprend les pays suivants : le Sinaï en Égypte, la Palestine en entier, le Liban, une partie de la Syrie, de l'Irak et du nord de l'Arabie saoudite.

Comment faire donc pour réaliser le rêve des ultra-mondialistes comme Jacques Attali et Bernard-Henri Lévy, tel que décrit dans la Torah (Genèse 15 : 18-21) ?

Au début, forts d'une aide militaire et financière massive, l'opinion publique mondiale de tout cœur avec eux en raison de la shoah, ultra motivés par l'arrivée imminente du Messie – selon les rabbins, les conditions préalables étant presque toutes réunies –, les messianistes, farouchement déterminés à faire aboutir leur projet, ont d'abord essayé avec un certain succès de conquérir eux-mêmes les territoires limitrophes comme la péninsule du Sinaï, la Cisjordanie, la bande de Gaza, le Liban du Sud et le Golan syrien.

Obligés de renoncer en partie, en raison des échecs subis et des effets négatifs sur l'opinion publique, les sionistes se replient sur la stratégie du choc des civilisations, une tactique éprouvée de nombreuses fois depuis sa théorisation au XVI<sup>e</sup> siècle par Salomon Molcho, et qui consiste à lancer les chrétiens contre les musulmans, ou tout autre autre groupe ethnique ou communautaire en opposition, au plus grand profit de la nation juive.

« Détruisons, tuons, exterminons, expulsions, épurons, écrasons, segmentons et affaiblissons les peuples qui occupent la terre que Yahvé nous a donnée, déposédons-les, faisons d'eux nos esclaves, c'est pour cela que Yahvé les a créés », résume grosso modo l'esprit du plan pour le Moyen-Orient d'Oded Yinon, fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères israélien, à l'automne 1981.

Comme le dit Moshe Sharett, l'ancien ministre des Affaires étrangères d'Israël : « L'État d'Israël doit inventer des dangers... et pour le faire, il doit adopter les méthodes de provocations pour créer la vengeance. Et par dessus tout, faire en sorte de faire naître une nouvelle guerre avec les pays arabes afin que nous puissions finalement nous débarrasser de nos ennemis et acquérir notre espace. »

Il s'agit pour le dire simplement d'éviter de sacrifier les siens inutilement en faisant exécuter ces plans et ces objectifs par des puissances étrangères. Il s'agit aussi de réaliser le Grand Israël en restant dans l'ombre, en avançant masqué, en évitant autant que faire se peut de passer pour des agresseurs, en étant discrets pour ne pas nuire à sa réputation déjà entachée par l'interminable calvaire des Palestiniens, de même qu'en laissant les autres porter la responsabilité du chaos semé aux quatre vents.

Dans cet ordre d'idée, la guerre entre l'Iran et l'Irak, la première et la deuxième invasion de l'Irak, l'assassinat de Saddam Hussein, le printemps arabe, la destruction de la Libye et l'assassinat de Muhammad Kadhafi, de même que la guerre en Syrie sont l'œuvre de la monarchie juive en devenir par l'entremise de ses vassaux américains, européens et arabes.

De fait, ces guerres et ces conflits, qui se sont soldés par des millions de morts, Israël – la seule démocratie du Moyen-Orient, la championne tous azimuts des droits de l'homme

de par sa sacralisation shoahique – les fait faire par d'autres, ni vu ni connu.

Les médias de masse étant sous emprise messianique, il est très facile de cacher les véritables enjeux et d'influencer dans le sens voulu l'opinion publique. Pour justifier une invasion ou faire éclater un pays de l'intérieur, le terrorisme, les attentats sous faux drapeaux, le financement des groupes d'opposition (révolutions colorées), le chaos créatif, les accusations de génocide, de programmes d'armes chimiques et de destruction massive sont d'usage courant.

Aucune société pétrolière, aucun marchand d'armes, aucun sioniste chrétien, aucune menace nucléaire ou terroriste, ni aucune atteinte aux droits de l'homme n'est la cause véritable de ces conflits armés.

Selon Youssef Hindi, « les questions d'ordre stratégique et économique sont à ce titre à replacer dans un contexte plus large et sur la longue durée, essentiellement dans la perspective du projet messianique qui irrigue et anime l'histoire des sociétés occidentales dominées par l'idéologie vétérotestamentaire ».

En définitive, ce sont les idées qui orientent le cours des choses. Celles qui nous dominent depuis au moins quatre cents ans ont fini par mettre le monde sans dessus dessous.

Que nous réserve l'avenir ? Depuis que la Russie s'est impliquée en Syrie, l'horrible plan d'Oded Yinon ne se déroule pas comme prévu, mais a-t-il échoué pour autant ?

Ce n'est pas impossible, mais peu probable, car les messianistes sont reconnus pour leur persévérance, leur agressivité et leur grande réactivité psychologique.

Autant dire qu'il y aura encore beaucoup de morts et de destruction...

Référence

Hindi, Youssef (2015). Occident et Islam. Sources et genèse messianiques du sionisme de l'Europe médiévale au choc des civilisations. Tome I. Éditions Sigest.



# L'ACTION FRANÇAISE ET LE PROBLÈME ÉCONOMIQUE



PAR JEAN-CLAUDE DUPUIS

Cet article est tiré du numéro spécial sur l'économie publié par le Cercle Jeune Nation en septembre 1994 (num. 9). L'Action française de Lionel Groulx fut la première organisation nationaliste que connut le Canada français. Ses positions sur la langue, la religion et la race française sont bien connues, contrairement à sa pensée économique et ce bien que plusieurs grands noms de ce mouvement furent justement des économistes. L'historien Jean-Claude Dupuis, qui dévoua un livre au mouvement montréalais, revient sur la vision économique de mouvement catholique.

Dirigée par Lionel Groulx, L'Action française de Montréal était la plus importante revue intellectuelle au Québec dans les années 1920. Elle fut, avec L'École Sociale Populaire et Le Devoir, au cœur de la définition et de la diffusion du nationalisme traditionnel canadien-français.

Le nationalisme de L'Action française était d'abord un nationalisme économique. Pour préserver notre identité culturelle et envisager l'établissement d'un État français indépendant, les Canadiens français devaient reprendre le contrôle de leur économie. L'Action française préconisait un modèle de développement original qui rejetait à la fois le socialisme et le capitalisme sauvage à l'américaine. Si le Québec avait appliqué son programme, l'américanisation n'aurait pas causé autant de ravages et les Canadiens français ne seraient pas devenus de vagues Américains francophones, dit «Québécois.»

C'est Édouard Montpetit, un économiste de formation, qui a écrit l'article principal du premier numéro de L'Action française, en janvier 1917. Cela indique

l'importance que la revue accordait au problème de l'intériorité économique des Canadiens français.

En 1921, elle publia une enquête, c'est-à-dire une série d'articles, sur cette question. Depuis le livre d'Errol Bouchette sur l'indépendance économique du Canada français (1913), personne n'avait étudié le sujet d'une façon aussi complète. Le programme proposé était audacieux pour l'époque, et quelques-uns de ses aspects le sont encore aujourd'hui. La pensée économique de l'Action française, essentiellement élaborée par Édouard Montpetit et Esdras Minville, s'opposait à la fois au socialisme et au libéralisme classique. Elle préconisait un type d'organisation économique inspiré de la doctrine sociale de l'Église et plus particulièrement de l'esprit de *Rerum novarum*. Elle récusait le modèle libéral américain axé sur la concentration industrielle et urbaine et lui préférait un modèle de développement régional équilibré reposant sur la petite et moyenne industrie. Le programme économique de l'Action française visait à construire une société industrielle moderne et nationale en accord avec les traditions culturelles et religieuses du Canada français.

## INSTRUCTION ET ÉPARGNE

Les deux principaux éléments de ce programme étaient le progrès de l'instruction et la concentration de l'épargne canadienne-française. Il fallait d'abord former une élite économique capable de mettre sur pied un réseau de petites et moyennes industries liées à l'agriculture. L'Action française incitait la jeunesse à désencombrer les professions libérales et à s'orienter plutôt vers les HEC et l'École Polytechnique. Elle réclamait la création d'une faculté universitaire des sciences pour répondre aux besoins des nouveaux secteurs industriels. Toutefois, elle considérait que les collèges classiques étaient parfaitement aptes à former des hommes d'affaires. Le commerce est surtout une question de relations humaines. Or la culture générale reste le meilleur moyen pour préparer un individu à évoluer dans le monde changeant des affaires. Cette classe d'entrepreneurs canadiens-français devrait pouvoir s'appuyer sur la solidarité économique nationale. L'Action française encourageait la pratique de l'achat chez nous et exhortait ses compatriotes à placer

leurs épargnes dans des institutions financières canadiennes-françaises en vue de créer la masse de capitaux nécessaire à l'essor d'une véritable économie nationale.

## INTERVENTION DE L'ÉTAT

L'Action française estimait que l'entreprise privée devait rester le moteur de l'activité économique.

Toutefois, elle se démarquait de la doctrine libérale du «laissez faire, laissez passer» en favorisant une certaine intervention de l'État pour planifier et coordonner les efforts de développement. Elle suggérait de créer un ministère provincial de l'industrie et du commerce. Elle réclamait l'adoption de lois visant à corriger les conséquences néfastes de l'industrialisation. Elle voulait que l'État s'occupe de la formation technique et professionnelle. En 1928, elle proposa l'étatisation des forces hydro-électriques.

L'Action française dénonçait fermement la politique économique du gouvernement libéral de Louis-Alexandre Taschereau, une politique d'industrialisation rapide fondée sur l'ouverture inconditionnelle de la province aux investissements américains et sur la vente à rabais de nos richesses naturelles. Cette politique à courte vue pouvait sembler résoudre le problème de l'émigration des Canadiens français vers les États-Unis, mais elle sacrifiait notre liberté nationale en créant, comme disait Esdras Minville, un «sur-État économique» capable d'asseoir l'État politique. De plus, elle menaçait l'intégrité culturelle et religieuse du Canada français en favorisant l'infiltration des mœurs et des valeurs américaines.

## L'ÉQUILIBRE VILLE-CAMPAGNE

La doctrine économique de l'Action française visait surtout à préserver l'équilibre démographique entre la ville et la campagne. La vie rurale était le plus sûr garant de la survie nationale des Canadiens français. Le taux de natalité était plus élevé dans les campagnes que dans les villes, les traditions y étaient mieux conservées et la pratique religieuse plus régulière. L'Action française craignait l'influence du climat matérialiste et anglicisant de Montréal. Elle ne s'opposait pas au principe de l'industrialisation; elle dénonçait seulement certaines conséquences sociales et culturelles de l'urbanisation telle qu'elle se faisait dans les années 20.

L'historien Michel Brunet a prétendu que le nationalisme traditionnel canadien-français était «agri-

culturiste», c'est-à-dire qu'il s'opposait au passage de la société agricole à la société industrielle. Ce n'est pas exact. L'Action française était en faveur de la modernisation économique du Québec, mais elle préconisait un développement parallèle des secteurs industriel et agricole, le maintien d'un équilibre entre la croissance du centre et celle des régions périphériques. Elle désirait surtout que le développement économique se fasse par les Canadiens français plutôt que par les Américains. Son programme était très réaliste et reconnaissait que les Canadiens français n'avaient ni les moyens techniques ni les moyens financiers pour se lancer immédiatement dans la grande industrie. C'est pourquoi il fallait d'abord se contenter de construire une économie nationale axée sur les petites et moyennes industries régionales liées au seul secteur que les Canadiens français possédaient vraiment: l'agriculture.

Par la pratique du «patriotisme d'affaires» et la canalisation de l'épargne, les Canadiens français pourraient ensuite disposer des capitaux nécessaires à la grande industrie. Ils éviteraient ainsi d'aliéner leur liberté politique et d'altérer leur identité nationale.

## UNE SOCIÉTÉ CATHOLIQUE

La pensée économique de l'Action française ne poursuivait pas seulement des fins nationalistes. Elle était liée à des objectifs plus vastes d'ordre moral et spirituel. En fait, elle entendait établir un type d'économie qui favoriserait l'éclosion d'une société chrétienne de l'ère industrielle. L'Action française voulait, pour des motifs religieux, préserver les valeurs et les institutions traditionnelles comme la famille, la solidarité communautaire, la culture classique, l'ascendant social du clergé, le respect des hiérarchies et de l'autorité. Dans son esprit, une économie décentralisée, axée sur la petite et moyenne industrie, contrôlée par des Canadiens français, favorisant l'équilibre démographique et n'entraînant pas une intervention excessive de l'État, permettait de réaliser plus facilement ce projet de société que le modèle américain de développement, un modèle qui provoquait inévitablement la concentration urbaine, la dépersonnalisation et l'atomisation sociale, le triomphe du matérialisme et finalement, la déchristianisation.

## UNE PENSÉE ACTUELLE

La relative émancipation économique du Québec, opérée entre 1960 et 1990, s'est en partie réalisée comme l'Action française l'envisageait par l'instruc-

tion, les PME, la canalisation de l'épargne et une certaine intervention de l'État. L'Action française a surtout le mérite d'avoir compris que le problème économique des Canadiens français se rattachait à son problème d'identité nationale. A cette époque, l'État québécois n'avait pas de politique économique nationaliste parce qu'il n'avait tout simplement pas de conscience nationale. L'Action française réclamait que le «gouvernement provincial de Québec» agisse en «État national canadien-français.» L'idée était d'avant-garde. Il faudra attendre Maurice Duplessis et, surtout, Jean Lesage avant qu'elle ne se concrétise, et encore bien timidement.

Même à notre époque, la pensée économique de l'Action française reste audacieuse. L'idée de construire une économie nationale pour préserver une identité collective ne concorde guère avec l'engouement actuel pour la mondialisation des échanges. On sacrifie plus que jamais notre spécificité culturelle aux impératifs matériels. On tient de moins en moins compte des conséquences sociales et morales du système économique. Le niveau de vie devient un critère universel qui relègue aux oubliettes la façon de vivre. La pensée d'Action française doit encore sembler très «révolutionnaire» aux yeux des tenants inconditionnels de la rationalité quantitative.



# LIONEL GROULX, PRÉSENT !

PAR RÉMI TREMBLAY

**IL Y A CINQUANTE ANS CE MOIS-CI DÉCÉDAIT UN DES PHARES DE LA PENSÉE CANADIENNE-FRANÇAISE, le chanoine Groulx. L'homme qui fut un jour récompensé par l'Académie française, le Gouverneur général du Canada, la Société Saint-Jean Baptiste et obtint un nombre impressionnant de distinctions, est désormais persona non grata sur cette terre qu'il défendit toute sa vie, rectitude politique oblige.**

Il y a cinquante ans ce mois-ci décédait un des phares de la pensée canadienne-française, le chanoine Groulx. L'homme qui fut un jour récompensé par l'Académie française, le Gouverneur général du Canada, la Société Saint-Jean Baptiste et obtint un nombre impressionnant de distinctions, est désormais persona non grata sur cette terre qu'il défendit toute sa vie, rectitude politique oblige. Il peut être aussi récupéré de façon malhonnête par des néonationalistes sans scrupules comme Guy A. Lepage. Contrairement à d'autres grandes figures de notre histoire intellectuelle, son nom est resté relativement bien connu grâce à quelques lieux nommé en son honneur au grand désespoir des organisations juives qui aimeraient le voir rayé de la toponymie.

C'est dans une famille modeste d'agriculteurs que Lionel Groulx naquit le 13 janvier 1878 à Vaudreuil. Il n'est pas inintéressant de noter qu'un de ses ancêtres, Jean Grou subit le supplice du feu aux mains des Iroquois en juillet 1690. Ce sacrifice inspira-t-il le jeune Lionel? On peut le croire, son œuvre mettant constamment en lumière les sacrifices consentis par les colons de l'Amérique française.

Après des études couronnées de succès, le jeune et brillant homme est ordonné prêtre en 1903 à Valleyfield où il a déjà entamé une carrière dans l'enseignement. Malgré sa double vocation de prêtre et de professeur, il débordait d'énergie, poursuit des études en Europe et commence à s'intéresser à la politique. Il s'éprend des idées de Charles Maurras qui dirige en France l'Action Française, un groupe monarchiste et nationaliste.

Il monte à Montréal son propre groupe, l'Action française de Montréal qui s'articule autour d'une revue éponyme à laquelle il collabore et dont il prend officiellement la direction en 1920. On y fait la promotion d'un nationalisme canadien-français catholique qui est en continuité avec celui des romans de la terre. On y défend le protectionnisme tant économique que culturel et on y promeut la langue et culture françaises.

Homme engagé, il débute également une œuvre d'ouvrages historiques et politiques riche qui est un de ses

legs les plus importants pour la postérité. En 1919, il publie *La Naissance d'une race*, car à l'époque on n'hésite pas à définir les Canadiens-français comme une race. Lendemain de conquête l'année suivante, Dix ans d'action française en 1926, La découverte du Canada en 1934, Histoire du Canada français depuis la découverte, Chemins d'avenir en 1964 et Mes mémoires en 1974. À ces quelques titres s'ajoutent des dizaines d'autres livres et brochures basées notamment sur les nombreuses conférences qu'ils donnent à diverses sociétés patriotiques ou religieuses.

Cet engagement en histoire est relativement semblable à celui de Dominique Venner. L'histoire n'est pas une fin en soit, mais une façon de donner une conscience au peuple, de lui redonner confiance tout en lui faisant comprendre l'importance de son particularisme. L'histoire, et l'exaltation de nos héros, permet de mettre en valeur Canadiens français et acadiens.

Au travers ses milliers de pages, il défend l'idée de survivance et de défense des droits des Français d'Amérique, car faut-il le rappeler, Lionel Groulx ne fut jamais un Québécois limité par des distinctions géographiques triviales. Il donna des conférences tant au Manitoba que dans les communautés canadiennes-françaises établies aux États-Unis. Sa nation n'était pas une province, c'était un peuple.

D'ailleurs, il tentera souvent de faire un parallèle avec les Juifs. S'il est souvent taxé d'antisémitisme, c'est bien parce qu'il demandait aux siens d'émuler les Juifs, soit de préférer les leurs aux autres et de survivre peu importe l'hostilité ambiante. Il dénonce l'influence américaine et favorise les entreprises catholiques, plutôt que juives, ce qui finalement est exactement ce que la communauté hébraïque fait elle-même.

Malgré ou plutôt à cause de son attachement à son peuple, on ne peut parler de Groulx comme d'un souverainiste avant l'heure. Plusieurs néonationalistes lui attribuent une pensée souverainiste en réduisant sa pensée à cette phrase qu'il ne dit qu'une fois, soit « Notre état français nous l'aurons ». Cela ne signifie en



rien qu'il aurait été pour un Québec souverain, car cela aurait signifié l'abandon des Canadiens-français du reste du Canada ainsi que les Acadiens. Pour lui, le Québec avec son poids politique se devait de défendre les communautés réparties dans le reste du pays, et son retrait de la Confédération aurait signifié leur mort. L'histoire dit plutôt que c'est le courant néonationaliste, ou nationaliste civique, incarné par le Parti québécois qui sonna le glas de ces communautés autrefois vibrantes et fières malgré les privations dont elles furent l'objet. En tournant le dos aux nôtres établis ailleurs pour focaliser sur la lutte pour les droits provinciaux, le Parti de René Lévesque les trahit de façon éhontée.

En plus de ses ouvrages historiques, utilisant le pseudonyme Alonié des Lestres, il publiera trois romans, *Les Rapailages*, *L'appel de la race* et *Au cap Blomidon*. Le premier est dans la lignée des romans de la terre, romans enracinés, alors que les deux autres, dont la qualité littéraire peut être questionnée, sont des romans à thèse visant à promouvoir un nationalisme canadien-français et acadien pro-actif et engagé.

Après l'Action française, devenue Action nationale suite à la condamnation papale visant l'Action française de Maurras, dont Groulx souhaite désormais se distancer, il continue son implication politique en appuyant des groupes de jeunes nationalistes qu'on qualifierait aujourd'hui d'extrême droite. Il appuie ainsi Jeunes

Canada dans les années 30, de même que les Jeunesses patriotiques des frères O'Leary, une organisation ouvertement fasciste. Ces deux groupes sont les précurseurs des mouvements souverainistes actuels, mais à cause de leur position sur les Juifs et sur l'importance de préserver la race canadienne-française, ses coutumes et son identité, ils ont été gommés de l'histoire officielle. Il faut dire que pour Groulx et une partie importante de l'élite de cette époque, les Pétain, Salazar, Franco et Mussolini sont assez sympathiques et représentent des modèles intéressants : latins, traditionalistes, catholiques, ils incarnent une alternative au libéralisme anglo-saxon négateur des peuples, notamment du peuple canadien-français.

Ses amitiés et son appui avec ces groupes pousseront le député juif communiste de Montréal Fred Rose à accuser Lionel Groulx de faire partie d'une cinquième colonne hitlérienne durant la Seconde Guerre, des accusations évidemment sans fondement provenant d'un homme qui sera incarcéré après la guerre pour avoir été un véritable espion de Moscou.

Il s'implique également à la Société Saint-Jean-Baptiste, qui à l'époque, défendait les intérêts des Canadiens français, un peu comme la Fédération des Québécois de souche de nos jours.

Durant la guerre, il emménage au 261 rue Bloomfield, maison achetée grâce aux dons de ses amis. Il est invité

à l'Académie canadienne-française, groupe littéraire fondé par le nationaliste Victor Barbeau qui se veut l'équivalent de l'Académie française. Son engagement devient moins politique, et hormis les Jeunesses laurentiennes, peu de groupes peuvent compter sur son appui officiel. Il concentre ses énergies sur la promotion de la survivance canadienne-française et de son identité via des conférences, des apparitions médiatiques fréquentes dans les journaux comme *Le Devoir* et *le Semeur*, mais aussi à la radio à CKAC où il utilise ses talents d'orateurs pour enseigner l'histoire réelle de leur nation aux auditeurs. En 1956 une Fondation Lionel Groulx verra le jour, une fondation toujours active d'ailleurs.

Il continue également de récolter les honneurs, tant ici qu'en France où il est fort apprécié. Malgré toutes ces distinctions honorifiques, amplement méritées, il ne cessera jamais d'être humble et ne se détournera jamais de la cause qu'il a épousée dès son sacerdoce : la défense de son peuple.

Le 23 mai 1967, jour du lancement de son dernier ouvrage, *Constantes de vie*, il s'éteint. Gilles Proulx remarquait que c'était un symbole fort; peu de temps après, l'Expo 67 débutait. Une certaine conception d'un Québec enraciné s'éteignait, remplacée aussitôt par un Québec cosmopolite et moderne représenté par ce grand décor de cinéma. Le Maire de Montréal Jean Drapeau, fidèle de Groulx comme une bonne partie de l'élite de cette

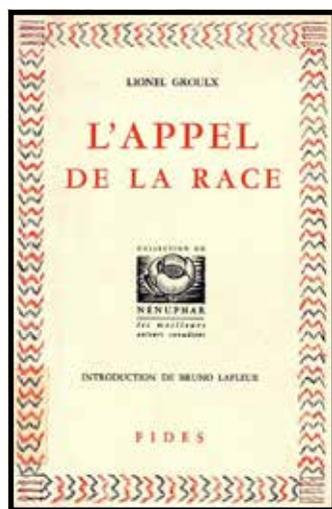
époque, nomma une station de métro achalandée pour être certain que le nom de ce grand homme survive. Pour le grand public, c'est malheureusement la seule chose qui ait survécu, seuls les passionnés d'histoire ou les défenseurs de la race canadienne-française voyant en ce chanoine d'origine modeste un des plus grands intellectuels du XX<sup>ème</sup> siècle.

Dans l'historiographie officielle véhiculée par le Ministère de l'éducation et les universités, la vision groulxienne de l'histoire a fait place à une version ethnomasochiste caractérisée par la repentance et l'auto flagellation. Nos héros ont été détrônés, car trop peu représentatifs de la diversité actuelle qui est devenue la jalon pour tout juger et jauger. Les Dollard des Ormeaux et Lambert Closse représentent des modèles périmés. Au lieu de défendre Montréal des Iroquois, il aurait été préférable qu'ils les accueillissent à bras ouverts dans leur ville naissante tout en leur offrant l'opportunité de vivre et se développer selon leurs us et coutumes.

En 1923, Olivar Asselin rendait hommage à cet historien d'une civilisation, soulignant « sa clairvoyance », « la vie » de son œuvre et son « don d'évocation » rarement égalé. Il alla même jusqu'à dire qu'il était « le plus bel élément de l'Actif intellectuel canadien-français ». Exagération? Cela reste sujet à discussion, mais il est clair qu'aucun de nos intellectuels contemporains formés dans le moule de la pensée unique ne parvient à s'en approcher.

# L'APPEL DE LA RACE

PAR SIMON PRÉSEULT



L'appel de la Race. C'est le Canada-français du début du XX<sup>e</sup> siècle, les marches de l'ouest tombent progressivement. La pendaïson de Louis Riel en 1885 et la loi sur les écoles de 1890 abolissant les écoles françaises scellent le destin à long terme du fait français au Manitoba. L'Ontario emboîte le pas avec le règlement XVII en 1912 visant à limiter l'usage du français à l'intérieur des écoles bilingues de la province. L'appel de la Race, c'est d'abord l'éveil identitaire de Jean de Lantagnac, avocat de renom parfaitement intégré à la haute société anglo-saxonne d'Ottawa. Ayant quitté les siens pour aller faire carrière en Ontario plus de vingt ans auparavant, le moment d'éveil aura lieu suite aux recommandations de son confesseur le Père Fabien de retourner aux sources de son village natal de St-Michel de Vaudreuil. La beauté des lieux, le contact de ses proches auront raison de son illusion matérielle.

Pour se libérer du joug du colonisé il devra subir l'opprobre de sa belle-famille et de son milieu. Au travers ses pérégrinations et de ses indécisions c'est tout le microcosme de la lutte pour la survivance française d'Amérique qui se déroule. La mixité raciale à travers son mariage à Maud Fletcher, la psychologie de l'anglicisé sous l'attitude de son beau-frère irlandais William Duffin, la trahison des élites; tous des problèmes d'une criante actualité auquel l'auteur d'alors apporte réponses et arguments. Parce qu'il s'agit ici au travers l'œuvre de fiction d'une première synthèse des idées de Groulx élaborés aux travers les pages de l'Action française et de la Revue Canadienne. Ce que l'on appellera plus tard le nationalisme groulxien se résume en l'attitude de Lantagnac en fin de roman, l'intransigeance de la foi et des convictions patriotes. Le catholicisme pour supporter le fardeau de l'engagement politique. En guise de conclusion, l'auteur nous laisse pour la postérité par l'interjection de son personnage principal ces mots ailés qui seront raffermir les convictions du plus amer pessimiste : «Nul, parmi les groupements humains établis au-dessus de la ligne quarante-cinquième, nul ne possède une homogénéité plus parfaite que la nôtre; nul n'a plus de traditions, ni plus vigoureuses institutions sociales (...) est-il au pouvoir de quelques milliers de persécuteurs d'écraser une race qui plonge ses racines au plus profond du sol canadien, comme l'érable, son symbole immortel?»

Groulx, Lionel. (2015) *L'appel de la race*. Fides. 231 p.



LECTURE DISSIDENTE

# À LA DROITE DE MARINE

PAR RÉMI TRAMBLAY

APRÈS DES ANNÉES DE SCISSION, DE DÉFAITISME ET DE CHICANES DE CLOCHERS QUI MINAIENT LE MOUVEMENT NATIONAL FRANÇAIS, ROLAND HÉLIE DÉCIDE EN 2006 D'UNIR LES DIFFÉRENTES MOUVANCES DE LA « DROITE RADICALE », DES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES CATHOLIQUES AUX MILITANTS DE TERRE ET PEUPLE. C'est dans cette optique qu'il fonde avec une petite équipe Synthèse Nationale, qui s'articule à ses débuts autour d'un blog d'actualité quotidienne animé par des chroniqueurs provenant d'horizons divers. Rapidement, on greffe au projet une revue papier qui permet d'analyser plus en profondeur certains enjeux de fond. Cette revue s'inspire notamment de Défense de l'Occident de Maurice Bardèche et de Dualpha de notre ami Philippe Randa. Donner une voix à toutes les factions et éviter les fractures, voilà l'objectif. L'ennemi est devant et non dans le même camp. Impossible de ne pas y voir un parallèle avec la Fédération des Québécois de souche qui est animée depuis ses débuts d'une telle recherche d'unité face à un ennemi pour le moment plus puissant.

Un virage militant s'opère rapidement d'une part avec les Journées nationales et identitaires qui attirent des centaines de personnes chaque année, mais aussi avec des campagnes d'activisme choc véhiculées notamment par l'éphémère Nouvelle Droite Populaire. Question de bien former les militants, une maison d'édition est créée, les Bouquins de Synthèse Nationale, Jean-Claude Rolinat signant le premier livre d'un catalogue qui en compte désormais une trentaine. Dans les dernières années Roland Hélié lança les Cahiers de l'histoire du nationalisme, qui se veut en quelque sorte une encyclopédie de l'histoire des mouvements nationalistes du monde entier et tout dernièrement, une troisième revue est venue se greffer à l'arsenal de Synthèse Nationale : Confrontation. Cette revue a pour sujet l'islam et les phénomènes s'y rattachant. Elle vise à favoriser la confrontation plutôt que la soumission, la résistance plutôt que la résilience tout en donnant des arguments au lecteur pour étayer leur discours.

Roland Hélié, 2006-2016, *10 ans de combat pour une France française dans une Europe européenne*, Les bouquins de Synthèse nationale, 2016, 88 p.



LECTURE DISSIDENTE

# ARMAND DE LA ROUËRIE, L'AUTRE HÉROS DES DEUX NATIONS

PAR MARIE GROULX

LORS DE LA RÉVOLUTION AMÉRICAINE, NOMBREUX FURENT LES CANADIENS FRANÇAIS, VIVANT SOUS DOMINATION BRITANNIQUE DEPUIS PEU, À ÊTRE TENTÉS DE SE JOINDRE À LA RÉBELLION OU À SOUHAITER QU'ELLE S'ÉTENDE AU CANADA. Ce n'est certes pas à cause d'une proximité idéologique avec les Washington et Jefferson protestants que les petits paysans de la Vallée du Saint-Laurent regardaient avec espoir ce qui se passait au sud, mais bien parce que la mère patrie, la France, semblait impliquée dans le conflit et peut-être serait-elle tentée de venir libérer la Nouvelle-France. L'histoire est claire, ce ne fut pas le cas. Mais les espoirs furent nourris par la présence de plusieurs militaires français dans les troupes de Washington. Lafayette reste le plus célèbre, mais il n'est pas le seul militaire de la couronne de France à avoir combattu dans les forces américaines révolutionnaires. Armand de la Rouërie fut un de ces héros de la révolution américaine. Fort connu au pays de l'Oncle Sam, il est peu ou pas connu dans le monde francophone, peut-être parce qu'il eut l'outrecuidance de s'opposer militairement à la Révolution française et de s'impliquer dans la contre-révolution.

L'histoire de ce noble breton débute lorsque tombé en disgrâce en France, il décide de tenter l'aventure américaine et de se joindre aux forces insurgées. Il part donc en Amérique et rejoint Georges Washington et ses hommes basés à Morristown. Ne souhaitant pas donner une impression d'aristocrate en pleine révolution, il y adopte le titre et nom de Capitaine Arnaud (plus tard Colonel). Il prend les commandes d'un groupe de partisans, guérilleros avant l'heure, et ne tarde pas à affronter les tuniques rouges. Ses faits d'armes sont connus et reconnus et il gagne rapidement le respect de Washington.

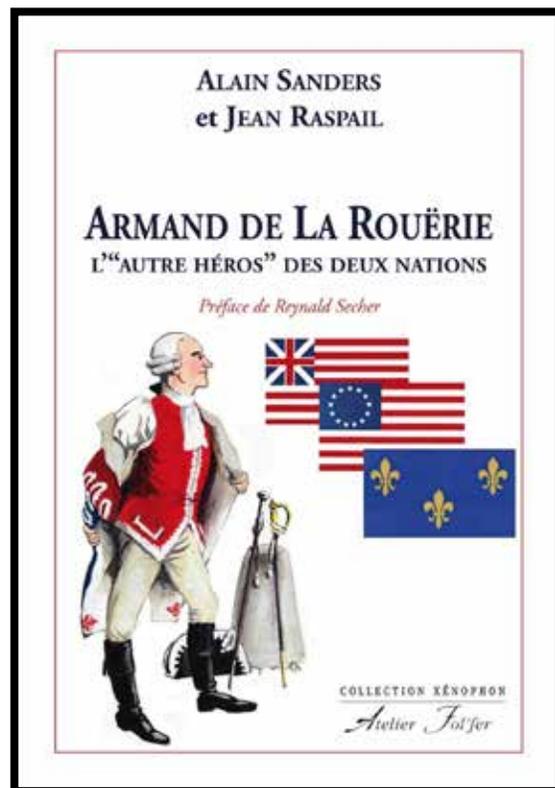
Il retourne temporairement en France pour obtenir du ravitaillement et réalise que son état de disgrâce est bel et bien derrière lui, le roi allant même jusqu'à le décorer pour ses exploits Outre-Atlantique.

De retour en Amérique, il continue les combats et participe même au siège final de Yorktown qui mènera à la capitulation du général Cornwallis et à la reddition anglaise.

Après quelques temps il retourne dans sa patrie où il constate que le climat social s'envenime. C'est la révolution qui s'amorce, une révolution allant directement contre les principes de la Rouërie qui fonde une organisation bretonne visant à soutenir la monarchie.

Tout comme les chouans qui s'organisent près de là, les paysans et artisans proches de la Rouërie s'arment en vue d'une insurrection qui permettra de rétablir le roi, croyant pouvoir prendre Paris en étau avec le retour des Princes comme le marquis d'Artois et leurs armées. La conjuration est connue des forces révolutionnaires. Vendu par de faux amis, il doit prendre le maquis, changeant de toit toutes les nuits pour éviter la guillotine. Lors d'un de ces déplacements entre deux gîtes en janvier 1793, il glissera de cheval dans la neige, se blessant à la jambe. Cette chute lui sera fatale. Tout comme il était resté fidèle à son roi, ses vrais amis lui resteront fidèles après la mort et devront payer cher leur amitié. La démocratie s'impose à grands coups de guillotine et la phrase inscrite sur son mémorial, « le mal qui l'emporta fut sa fidélité », s'applique autant à ses proches.

Sanders, Alain et Raspail, Jean. (2013) *Armand de la Rouërie, l'« autre héros » des deux nations*. Atelier Fol'Fer, collection Xénophon. 232 p.



LECTURE DISSIDENTE

## LA TERREUR RACISTE

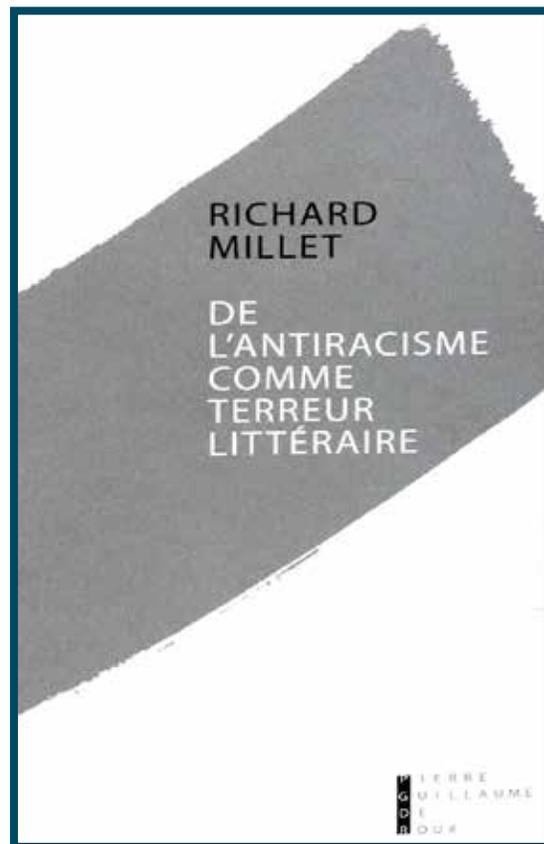
PAR SAMUEL DAoust

PEU D'AUTEURS CONTEMPORAINS PEUVENT SE TARGUER D'AVOIR LA PLUME ET LA VERVE DE RICHARD MILLET ET POURTANT, CELUI-CI SE RETROUVA OSTRACISÉ, CAR REFUSANT DE S'ASSIMILER À L'ÉTRANGER SUR QUI DEVRAIT LÉGITIMEMENT TOMBER LE FARDEAU DE L'INTÉGRATION ET ASSIMILATION. Traîné dans la boue et vilipendé pour cause de « racisme », crime de lèse-majesté pire que la pédophilie qui « bénéficiera encore d'une indulgence sociopsychologique », il réagit dans ce court plaidoyer. Des excuses, un déni ou une rectification ? Que neni ! Il contre-attaque, s'en prenant directement à cette « hypocrisie » antiraciste qui tente de censurer la vérité et de faire de nos pays de simples auberges où tout le monde va et vient, où tout le monde a sa place.

Il réclame et se réapproprie le droit de vouloir perpétuer son héritage, celle de sa nation, mais aussi de nommer les choses par son nom, refusant de ne voir dans l'humanité qu'une masse difforme et homogène. Et surtout, il crie haut et fort qu'il est légitime et normal de ne pas être enthousiasmé par le nettoyage ethnique orchestré par les antiracistes adeptes du modèle métissé brésilien ou américain.

Cette accusation lancée contre lui, il s'en gargarise, c'est son « habit de gloire », lui qui refuse de collaborer avec la pensée dominante de « l'antiracisme contemporain (qui) n'est qu'une manifestation tout à la fois hystérique et froide de la haine d'autrui. » Et puis après tout, ne vaut-il pas mieux être rejeté que de faire partie de cette clique médiocre, délatrice et conformisme qui clame faire de la littérature, alors qu'elle ne fait que servilement répéter la propagande ?

MILLET, Richard. (2012) *De l'antiracisme comme terreur littéraire*. Pierre Guillaume de Roux. 93 p.





***JE SUIS,  
DONC J'AGIS !***

---



**FÉDÉRATION  
DES QUÉBÉCOIS DE SOUCHE**